

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Université Abderrahmane MIRA-BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciale et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Economiques

Mémoire de fin de Cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences de gestion

Option : Economie Quantitative

Thème :

L'impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage en Algérie de la période 1991-2022

Réalisé par :

LAIB Sara
HOUARI Nesrine

Encadré par :

Mm SADI NOUR EL Houda

Soutenu le 18/06/2023 devant le jury composé de :

Président	Boukhezer.N	Pr	U.A.M.Bejaia
Examineur	Assoul.D	MCA	U.A.M.Bejaia
Rapporteur	SADIN.H	MAA	U.A.M.Bejaia

Année Universitaire : 2022-2023

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier le bon dieu tout puissant de nous avoir donné la force et le courage d'accomplir nos objectifs et de mener à bien ce projet de fin d'étude.

Notre plus grande gratitude va à Madame SADI NOUR EL HOUDA notre promotrice, pour la confiance qu'elle nous a accordée dans la réalisation de notre projet de fin d'études.

Nos sincères remerciements iront également à l'ensemble de nos enseignants pour l'aide qu'ils nous ont apportés.

Enfin nous remercions toutes les personnes ayant contribué de près ou de loin, qui nous ont aidé lors de la rédaction de ce mémoire, que nous espérons sera un document de travail et d'orientation pour les futures promotions.



L.Sara & H.Nesrine -

Dédicace

*Je dédie humblement ce travail à la mémoire de mon papa
Abdelouhab que Dieu l'accueille dans son vaste paradis, ma
source d'inspiration et de force inépuisable,*

A ma maman ;

*A mes sœurs Cylia et Hassiba, mes frères D'Khaled, Lounis et
Mouloud ;*

A mes chères copines Hamida et Tintin.

*En particulier, je tiens à remercier un être cher pour son
encouragement et son soutien qui m'ont aidée à surmonter les
moments difficiles.*

 - L.Sara -

Dédicace

*À la mémoire de ma grand-mère, que Dieu l'accueille dans son
vaste Paradis ;*

*À mes très chers pour leur soutien et leurs encouragements
auxquels je ne pourrai rendre assez. Que Dieu les protège, leur
donne longue vie et les comble de bonheur ;*

Mon petit frère Lyes

Mes deux soeurs Naoual et Amina

Mon cher ami Abderrhîm

Ma binôme Sara



- H.Nesrine -

Sommaire

Sommaire

Remerciements.....	2
Dédicace.....	3
Sommaire.....	5
Liste des abréviations.....	6
Liste des tableaux.....	7
Liste des figures.....	7
Introduction Générale.....	1

Chapitre I

Cadre conceptuel et théorique du chômage

Introduction	Erreur ! Signet non défini.
Section 01 : Eléments de présentation du chômage.....	6
Section 02 : La mesure du chômage et ses typologies.....	17
Section 03 : Causes et conséquences du chômage.....	21

II. Chapitre II

Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

Introduction	29
Section 01 : Politiques de lutte contre le chômage	29
Section 02 : Politiques de lutte contre le chômage en Algérie	41
Conclusion	56
Partie Pratique.....	Erreur ! Signet non défini.

Chapitre III

L'impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage en Algérie : Une analyse en Logit

Introduction	59
Section 01 : La modélisation logistique : Logit binaire.....	59
Section 02 : Estimation du Logit binaire	61
Conclusion	67
Conclusion Générale	69
Références bibliographiques.....	73
Annexes.....	78
Tables des matières.....	81

Liste d'abréviation

Liste d'abréviation

ADS : Agence de Développement Social

AED : Aide aux Entreprises en Difficulté

ANDI : Agence Nationale de Développement de l'Investissement

ANEM : Agence Nationale de l'Emploi

ANEMO : Agence Nationale de l'Emploi et de la Main d'Œuvre

ANGEM : Agence Nationale de Gestion du Microcrédit

ANSEJ : Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes

BIRD : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement

BIT : Bureau international de travail

BTPH : Bâtiment, Travaux Publics et Hydrauliques

CAIT : Centre d'Aide au Travail Indépendant

CDI : Centre Des Impôts

CFI : Contrats de Formation /Insertion

CID : Contrat d'Insertion des Diplômés

CIP : Contrat d'Insertion Professionnelle

CNAC : Caisse Nationale d'Assurance Chômage

CNAS : Caisse Nationale des Assurances Sociales des Travailleurs Salariés

CPE : Contrat de Pré-Emploi

CPI : Centre de Proximité des Impôts

CRE : Centre de Recherche d'Emploi

CTA : Contrat de Travail Aidé

DAIP : Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle

Liste d'abréviation

DAIS : Programme d'Activité d'Insertion Sociale

DGE : Direction des Grandes Entreprises

DZD : Dinar Algérien

EFT : Enquête sur les Forces de Travail

ESIL : Emploi Salarié d'Initiative Locale

EU : Union Européenne

FMI : Fond Monétaire International

FNSEJ : Compte d'Affectation Spéciale du Trésor Consacré à l'Emploi des Jeunes

IAIG : Indemnité pour Activité d'Intérêt Général

IDE : Investissement Direct en Etranger

OIT : Organisation Internationale du Travail

ONS : Office National des Statistiques

PAMT : Programmes Actifs du Marché du Travail

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PIB : Produit Intérieur Brut

PID : Programme d'Intégration des Diplômés

PME : Petite et Moyenne Entreprise

SGT : Société Générale des Techniques

TUP-HIMO : Travaux d'Utilité Publique à Haute Intensité de Main- d'Œuvre.

Liste des tableaux

Tableau 1: Le bilan des placements dans le cadre du dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle (DAIP) de 2013 à 2016 47

Tableau 2: Les programmes d'insertion sociale en Algérie 50

Tableau 3: Estimation du modèle Logit 63

Tableau 4: Table de prédictions et des résultats attendus 66

Liste des figures

Figure 1 : L'équilibre sur le marché du travail chez les classiques 9

Introduction Générale

Introduction Générale

La question du chômage constitue un enjeu majeur pour les économies du monde entier, et l'Algérie n'échappe pas à cette réalité. Durant la période allant de 1991 à 2022, l'Algérie a fait face à des fluctuations importantes du taux de chômage, nécessitant une attention particulière de la part des pouvoirs publics. Ce mémoire a pour ambition d'analyser l'impact des politiques de lutte contre le chômage, mise en place en Algérie pendant cette période.

Le choix de ce thème repose sur la préoccupation croissante concernant les conséquences sociales et économiques du chômage en général et tout particulièrement en Algérie. En effet, un taux de chômage élevé peut entraîner des déséquilibres économiques, une exclusion sociale et une détérioration des conditions de vie des individus. Dans ce contexte, il est crucial d'évaluer l'efficacité des politiques mises en œuvre pour lutter contre ce fléau et d'identifier les facteurs qui le favorise.

La problématique de ce mémoire réside dans l'analyse de l'efficacité de la politique de lutte contre le chômage en Algérie durant la période allant de 1991 à 2022. Notre objectif principal est la vérification de l'efficacité des politiques de lutte contre le chômage

Ainsi notre questionnement principal est : « **Quel est l'impact des politiques économiques de lutte contre le chômage sur le niveau de l'emploi ?** »

Afin de répondre à cette problématique, nous formulons les hypothèses suivantes :

H1 : L'instauration de politiques spécifiques de lutte contre le chômage en Algérie a eu un impact significatif sur la réduction du taux de chômage. Nous supposons que ces politiques ont favorisé la création d'emplois et l'intégration des demandeurs d'emploi sur le marché du travail.

H2 : Les variables telles que l'investissement, le PIB, le taux d'inflation et le taux de croissance démographique ont une influence sur l'efficacité de la politique de lutte contre le chômage. Nous présumons que ces variables jouent un rôle clé dans la création d'emplois et dans la stabilisation du marché du travail.

Dans la perspective de confirmer ou d'infirmer nos hypothèses de base, nous avons dans un premier temps effectué une recherche bibliographique approfondie en exploitant les ouvrages, les articles et autres supports liés à notre sujet afin de définir les différents concepts théoriques qui le composent. Une collecte d'informations établie au niveau de la banque mondiale afin d'avoir des données statistiques qui nous ont permis de faire notre

Introduction Générale

analyse. Ensuite nous avons appliqué le modèle Logit binaire du logiciel Eviews 12 sur notre base de données.

Au cœur de cette problématique se trouve la question de la réglementation en vigueur et de son impact sur le taux de chômage. En effet, les politiques gouvernementales, les lois du travail et les dispositifs réglementaires jouent un rôle crucial dans la dynamique du marché du travail. Ils peuvent influencer les décisions d'embauche des entreprises, la mobilité de la main-d'œuvre et la création d'emplois, ce qui, à son tour, affecte le niveau global de chômage dans le pays.

Comprendre comment la réglementation du marché du travail influe sur le chômage nécessite une analyse approfondie des interactions entre différents facteurs économiques, sociaux et institutionnels. Cela inclut la manière dont les politiques gouvernementales affectent la flexibilité du marché du travail, la protection des travailleurs, l'incitation à l'embauche et la création d'emplois, ainsi que les mécanismes de formation professionnelle et de reconversion.

Dans cette perspective, cette étude vise à explorer ces dynamiques complexes en se concentrant spécifiquement sur l'Algérie. En examinant l'impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage dans le pays, nous chercherons à identifier les leviers d'action potentiels pour améliorer l'efficacité des politiques de l'emploi et à formuler des recommandations pertinentes pour les décideurs et les acteurs économiques.

Ce travail de recherche est structuré en trois chapitres, qui sont précédés par cette introduction générale. Le premier chapitre présente les différents concepts et théories relatifs au chômage. Nous examinerons les causes et les conséquences, les différents types de chômage (frictionnel, structurel, conjoncturel, etc.), ainsi que les principales théories économiques qui expliquent ce phénomène.

Le deuxième chapitre portera les différentes politiques d'aide à la création d'emplois, ainsi que les politiques de lutte contre le chômage appliquées en Algérie, qui seront présentées. Nous étudierons les mesures prises par le gouvernement algérien pour favoriser la création d'emplois, et nous analyserons également les politiques mises en place pour réduire le chômage.

Le dernier chapitre sera consacré pour une analyse économétrique de l'impact de ces politiques de lutte sur le niveau de l'emploi en Algérie, en se basant sur des données chiffrées

Introduction Générale

de la banque mondiale. Nous utiliserons le modèle Logit binaire pour examiner l'efficacité des politiques et évaluer leur contribution à la réduction du chômage.

Enfin, notre travail de recherche sera conclu par une conclusion générale qui servira à mettre en perspective les résultats obtenus et à ouvrir la voie à de nouvelles réflexions dans ce domaine.

Chapitre I

Cadre conceptuel et théorique du chômage

Le chômage est un problème économique et social majeur dans de nombreux pays à travers le monde. Il affecte non seulement les individus qui en sont victimes, mais aussi l'ensemble de la société, en réduisant la production économique, en augmentant les coûts sociaux et en exacerbant les inégalités. Pour comprendre et analyser ce phénomène complexe, il est nécessaire d'avoir une vision claire des concepts et des théories qui le sous-tendent. C'est l'objectif de ce premier chapitre, qui fournira un cadre conceptuel et théorique pour appréhender le chômage dans toute sa complexité.

La première section de ce chapitre commencera par définir ce qu'est le chômage, en explorant les différentes définitions et explications qui ont été proposées. Nous examinerons ensuite les explications théoriques du chômage, qui reposent sur différentes approches économiques et sociologiques.

La deuxième section se concentrera sur la mesure du chômage, qui est un élément crucial pour comprendre l'ampleur et la nature du phénomène. Nous explorerons les différents indicateurs utilisés pour mesurer le chômage, ainsi que les typologies de chômeurs qui ont été proposées pour mieux comprendre les caractéristiques de cette population.

Enfin, la troisième section analysera les causes et les conséquences du chômage sur le plan individuel et collectif. Nous explorerons les différentes raisons pour lesquelles le chômage peut survenir, ainsi que les impacts économiques et sociaux qu'il peut avoir.

Dans l'ensemble, ce premier chapitre fournira une base solide pour comprendre le chômage, en examinant les différentes dimensions théoriques, conceptuelles et pratiques qui y sont associées. Cette compréhension sera essentielle pour la suite de notre analyse, qui se concentrera sur les politiques de lutte contre le chômage.

Section 01 : Éléments de présentation du chômage

La compréhension approfondie du chômage requiert une exploration minutieuse de ses aspects fondamentaux. Cette première section vise à éclairer les contours essentiels du phénomène, débutant par la définition et les diverses explications théoriques qui le définissent. Le chômage, en tant que réalité complexe et multifactorielle, trouve son éclairage à travers plusieurs prismes théoriques en économie. Ainsi, cette étape initiale de notre exploration expose les fondements conceptuels qui guident l'analyse du chômage, en mettant en évidence les multiples perspectives théoriques qui enrichissent notre compréhension. Cela jettera les bases nécessaires pour approfondir par la suite notre connaissance des mécanismes de mesure, des typologies, des causes et des conséquences inhérentes à ce phénomène économique crucial.

.1. Définitions, explications du chômage

Le chômage constitue un déséquilibre persistant sur le marché du travail, où des individus qualifiés et désireux de travailler se trouvent dans l'incapacité de trouver des emplois rémunérés correspondant à leurs compétences. Cette réalité complexe découle d'une multitude de facteurs interconnectés qui affectent la dynamique de l'emploi.

Au cœur du chômage, on trouve des fluctuations économiques et des changements structurels qui perturbent l'offre et la demande sur le marché du travail. Les variations cycliques de l'économie peuvent entraîner des périodes de ralentissement, induisant des baisses de l'embauche et des licenciements, contribuant ainsi à l'ampleur du chômage.

Parallèlement, les problèmes institutionnels tels que des rigidités sur le marché du travail, des salaires minimums, ou des lacunes dans la formation professionnelle peuvent aggraver le chômage. Ces éléments structurels créent des obstacles à l'ajustement rapide des travailleurs aux besoins changeants du marché.

Le chômage n'est pas simplement une question financière individuelle, mais également une inefficacité économique qui entrave la pleine utilisation du potentiel de la main-d'œuvre. Les conséquences dépassent le domaine économique pour englober des implications sociales et politiques significatives, impactant la stabilité et le bien-être de la société dans son ensemble.

Ainsi, la compréhension approfondie du chômage nécessite une analyse intégrée des dynamiques économiques, des structures institutionnelles, et des interventions potentielles visant à restaurer l'équilibre sur le marché du travail. C'est à travers cette approche holistique que l'on peut espérer aborder efficacement les défis posés par le chômage.

.1.1. Définitions

« Le chômage se réfère à la condition d'une personne qui souhaite travailler, qui a la capacité de le faire (y compris l'âge approprié), mais qui se trouve sans emploi malgré ses efforts de recherche active. Cette situation peut résulter de diverses circonstances, notamment l'entrée sur le marché du travail, la recherche d'un emploi après une période d'inactivité, le licenciement, la démission volontaire ou le désir de changer de domaine d'activité ». ¹

Sur le plan économique, le chômage émerge en raison d'un déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail, se manifestant lorsque les opportunités d'emploi disponibles ne coïncident pas avec les compétences et les besoins des travailleurs. Ce phénomène résulte souvent de fluctuations économiques, de changements structurels dans l'industrie ou de rigidités sur le marché du travail. ²

.1.2. Définition du chômage selon le BIT

Le bureau international de travail³ a défini le chômage comme toutes personne (de plus de 15 ans) sans emploi, salarié ou non, temps partiel ou plein qu'est disponible à la recherche d'un emploi qui remplit les critères suivants :

- **Être sans travail** : Qui veut dire être sans travail même pendant la période de référence ;
- **Être disponible pour le travail** : Acceptation de toutes offres d'emploi proposer ;

¹ Boeri, T., & van Ours, J. C. (2013). *The Economics of Imperfect Labor Markets*. Princeton University Press.

² Chabani, Mohammed. "Dysfonctionnement sur le marché du travail : cas du chômage." [En ligne] <http://www.puissancehamid.com/fr/wp-content/uploads/2011/03/le-ch%C3%B4mage.pdf>, consulté le 03/03/2023.

³ Le BIT (Le Bureau international du Travail) est le secrétariat permanent de l'Organisation internationale du Travail. Il sert de quartier général à l'ensemble des activités de l'Organisation qu'il met en œuvre sous le contrôle du Conseil d'administration et sous l'autorité du Directeur général

– **Recherche activement un emploi** : Ce qui veut dire faire des formations au cours d'une période récente pour rechercher un travail salarié.¹

.1.3. Définition Selon l'Organisation Internationale de Travail (OIT)

« Le chômage est la situation de la main-d'œuvre disponible à travailler qui est à la recherche d'un emploi mais ne réussit pas à en trouver ».²

.2. Explications théoriques du chômage

L'examen du chômage s'appuie sur différentes théories, dont les perspectives classique et keynésienne, qui ont modelé notre compréhension de ce phénomène complexe sur les marchés du travail. D'autres théories ajoutent des nuances spécifiques à cette exploration. Cette étude vise à exposer les fondements de ces théories, à souligner leurs répercussions sur la compréhension du chômage, et à mettre en évidence leur influence persistante dans les débats économiques actuels.

.2.1. L'analyse classique du chômage

Selon l'analyse classique, dont les principaux auteurs sont attribués à des économistes tels qu'Adam Smith et David Ricardo, l'équilibre économique est atteint lorsque les facteurs de production, à savoir le travail et le capital, sont utilisés au maximum de leur capacité. La présence de chômage durable est ainsi considérée comme un déséquilibre macroéconomique temporaire dans cette perspective.³

Les économistes classiques croyaient que le plein emploi constituait la situation normale vers laquelle l'économie tendait naturellement. Ils reconnaissaient que des changements dans les coûts, la technologie et l'ouverture des marchés pouvaient entraîner des suppressions d'emplois dans certains secteurs, mais croyaient également en la création de nouveaux postes dans d'autres secteurs pour compenser ces perturbations.

Selon cette approche, le chômage temporaire pouvait être résolu rapidement grâce à la flexibilité des salaires et au jeu des forces du marché. Néanmoins, les économistes classiques admettaient la possibilité du chômage volontaire, où un individu pouvait choisir

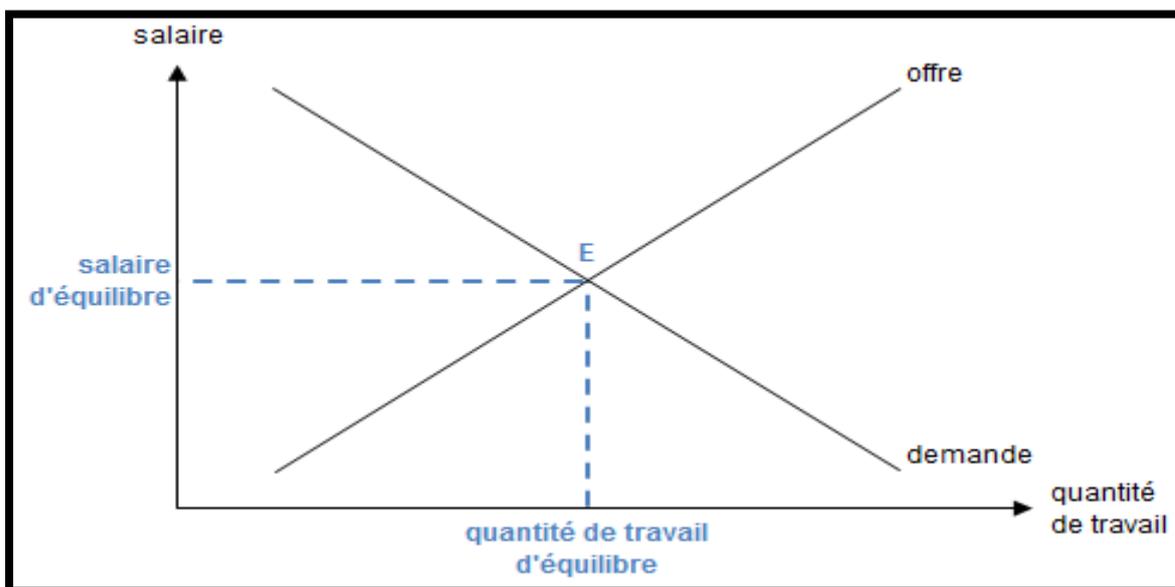
¹ Sorby.C(1996), « Les éléments de macroéconomie », édition ellipses, P.184.

² <http://perspective.Usherbooke.ca>

³ Benabderrahmane, L. (2012). "Le chômage en Algérie : aspect théorique et réalité économique." Conférences internationales, Université de M'sila, Page 5.

délibérément le chômage si les avantages associés, tels que les loisirs, les allocations familiales, et la recherche d'un emploi plus enrichissant, l'emportaient sur les bénéfices monétaires et sociaux liés à l'activité professionnelle. Cette vision a profondément influencé la pensée économique aux XVIIIe et XIXe siècles.¹

Figure 1 : L'équilibre sur le marché du travail chez les classiques



Source : <http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/25/Les-thories-du-chômage>

Le graphe de l'équilibre sur le marché du travail chez les économistes classiques montre que le salaire d'équilibre est le niveau de rémunération pour lequel l'offre et la demande de travail se rencontrent et sont égales. À ce niveau de salaire, il y a un équilibre entre les travailleurs qui cherchent un emploi et les employeurs qui cherchent à embaucher des travailleurs. Ce concept de l'équilibre sur le marché du travail est une idée clé de l'analyse classique, qui considère que le chômage est temporaire et peut être résolu par les mécanismes de marché, tels que la flexibilité des salaires et l'ajustement de l'offre et de la demande.

¹ Tremblay, Diane-Gabrielle. "Chômage, flexibilité et précarité d'emploi : aspects sociaux." (1994). Économiste, professeure à la TELUQ, Université du Québec.

.2.2. L'analyse néo-classique du chômage

Pour les économistes d'inspiration néoclassique, tels que Pigou, le chômage est principalement causé par une politique de salaires qui ne s'adapte pas suffisamment aux modifications de la demande réelle de travail. ¹

Dans le cadre du modèle néoclassique, la dynamique des salaires flexibles joue un rôle essentiel dans l'atteinte de l'équilibre sur le marché du travail, garantissant ainsi le plein emploi. Selon ce modèle, le chômage ne peut être attribué qu'à des salaires excessivement élevés, ce qui restreint le nombre d'emplois rentables disponibles². En conséquence, l'offre de main-d'œuvre excède la demande d'emplois, ce qui se traduit par une offre de biens inférieure à la demande de la part des entreprises.³

Au niveau d'équilibre salarial, tous les travailleurs souhaitant travailler au salaire réel sont effectivement embauchés, ce qui élimine le chômage.

Même lorsque le salaire atteint son niveau d'équilibre, il est possible que certains individus choisissent de ne pas travailler, ce qui engendre un chômage qualifié de volontaire. Ce phénomène survient lorsque ces individus estiment que le salaire proposé est trop bas, voire inférieur à leur "salaire de réserve" qui inclut les allocations et les aides sociales auxquelles ils peuvent prétendre. Ainsi, malgré le salaire étant en équilibre sur le marché, le chômage volontaire persiste.

Selon cette perspective, le chômage peut être soit volontaire, soit transitoire, ce qui signifie qu'il résulte du temps nécessaire pour équilibrer l'offre et la demande sur le marché du travail. Cependant, un chômage involontaire durable ne peut exister que s'il y a un dysfonctionnement sur le marché du travail, tel que des interventions syndicales visant à influencer les salaires, des allocations de chômage ou un salaire minimum qui entravent l'autorégulation du marché du travail.⁴

¹ KEYNES John Maynard :« Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie », Ed. Payot, France,1996, P.282.

² MAROIS B, ANDRIEUX M-A, DURAND R :« Chômage et relance de l'emploi la vision des entreprises », édition ECONOMICA, Paris,1997, P.30

³ REAL Bernard :« La puce et le chômage », éditions du seuil, Paris,1990, P.223.

⁴ POURCEL Patrice, op.cit. P.59-60.

.2.3. L'analyse Keynésienne du chômage

Dans son ouvrage "La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie" publié en 1936, Keynes propose une explication alternative du chômage. Selon lui, les solutions aux problèmes du chômage ne devraient pas être recherchées uniquement sur le marché du travail, comme le suggèrent les économistes classiques, mais également sur les marchés des biens et services ainsi que monétaire. Keynes soutient que les chômeurs résultant de la crise économique de 1929 sont des individus qui refusent de travailler en échange de salaires jugés trop bas (chômage volontaire).

La sensibilité de l'offre de travail au prix est faible, tandis que la demande de travail est principalement influencée par la demande effective¹, c'est-à-dire la demande anticipée par les entreprises.²

Selon les keynésiens, la décision d'embauche des entreprises est déterminée par la demande effective. Lorsque les entreprises réduisent leurs coûts de production, cela entraîne une diminution de la consommation, ce qui peut conduire à un chômage. Lorsque la demande effective est insuffisante, il y a une sous-utilisation de la main-d'œuvre, avec des individus sans emploi qui souhaitent travailler pour un salaire réel inférieur à celui qui existe. L'emploi augmente à mesure que la demande effective croît, en maintenant un salaire réel égal ou inférieur au taux actuel, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de main-d'œuvre disposée à travailler pour le salaire réel en vigueur.³

Le chômage survient en raison d'un déficit de la demande anticipée de biens et de services sur le marché. Les entreprises n'ont aucun intérêt à produire au-delà de la demande, car elles ne peuvent pas gérer un excès de produits. L'absence de demande anticipée ne conduit pas à une diminution des prix, ce qui pourrait rétablir l'équilibre sur le marché des biens et services, mais entraîne plutôt une diminution de l'offre. L'équilibre est ainsi atteint en ajustant la quantité offerte pour correspondre à la quantité demandée. Cette adaptation affecte le marché du travail, car une diminution de l'offre de biens et de services se traduit

¹ « La demande effective » : c'est la production que les entreprises pensent pouvoir vendre. Ce n'est pas la demande réelle, mais la demande attendue par les entreprises qui déterminent le niveau de production.

² DUTHIL Gérard : « Economie de l'emploi », éditions la découverte, Paris, 1998.P.3

³ BREMOND Janine, « Keynes et les keynésiens aujourd'hui », HATIER, 4^e édition, Paris, 1993, P33.

par une réduction de la demande de main-d'œuvre, ce qui entraîne une augmentation du chômage.¹

Selon Keynes, l'État doit abandonner son rôle traditionnel de "gendarme" tel que défini par les classiques et les néoclassiques. Au lieu de cela, il doit jouer un rôle actif dans l'économie en élargissant ses fonctions pour réguler l'économie. L'État devrait établir des objectifs visant à maintenir tous les équilibres macroéconomiques, avec une attention particulière à la lutte contre le chômage (politique de l'emploi).²

Afin de rétablir l'emploi, l'État doit mettre en œuvre une politique de relance qui vise à stimuler la demande de biens de consommation et d'équipement. Cela peut être réalisé par le biais de mesures telles qu'une politique monétaire visant à réduire les taux d'intérêt, ou une politique budgétaire impliquant une augmentation des dépenses publiques ou une réduction des impôts. En d'autres termes, l'objectif est de relancer la consommation ou l'investissement pour stimuler l'activité économique et favoriser la création d'emplois.

Cependant, Keynes souligne que la relance budgétaire est plus efficace que la relance monétaire. Cette approche repose sur l'idée que les grands projets d'infrastructure génèrent une augmentation de la production, nécessitant ainsi une main-d'œuvre importante, ce qui réduit le chômage. L'augmentation des dépenses publiques génère des revenus supplémentaires qui sont répartis entre la consommation, l'épargne, les impôts et les cotisations sociales. La part de ces revenus consacrée à la consommation compense le manque de demande intérieure adressée aux entreprises, ce qui les incite ensuite à augmenter leurs investissements et leurs effectifs.

En principe, l'État devrait intervenir en augmentant les dépenses pour compenser le manque de demande, ce qui créerait et augmenterait ainsi les emplois, réduisant ainsi le chômage involontaire. Cette intervention de l'État permet de combler le déficit de demande et de stimuler l'activité économique, favorisant ainsi la création d'emplois.

¹ www.ses.webclass.fr/notion/chomage-keynesien

² « Le rôle majeur dévolu à l'Etat dans la pensée keynésienne », article publié le 22/08/2013, modifié le 13/11/2019

.2.4. Théorie des nouveaux keynésiens

Les nouveaux keynésiens partagent plusieurs principes fondamentaux de la pensée keynésienne, notamment l'idée que le chômage résulte d'une demande globale insuffisante et de rigidités décroissantes des salaires. Ils remettent en question l'idée selon laquelle les marchés du travail peuvent s'autoréguler, comme le soutiennent les néoclassiques, en mettant en évidence diverses rigidités qui empêchent effectivement les salaires de baisser et d'atteindre un "équilibre" complet. Étant donné cette défaillance du marché, une intervention gouvernementale est justifiée.¹

A. Théorie du salaire d'efficience

D'après la théorie néoclassique, les salaires sont déterminés par la productivité et les efforts des travailleurs : plus ils sont productifs, plus ils sont rémunérés. En revanche, les nouveaux économistes keynésiens inversent cette relation causale : ils affirment que les salaires élevés augmentent la productivité des travailleurs. Ainsi, les entreprises ont intérêt à offrir des salaires supérieurs au salaire d'équilibre néoclassique pour plusieurs raisons :²

- Elles attirent les travailleurs les plus qualifiés en réduisant l'anti-sélection, c'est-à-dire en évitant que seuls les travailleurs moins qualifiés acceptent des salaires bas.
- Elles réduisent le risque moral, en incitant les travailleurs à fournir plus d'efforts en échange d'un salaire élevé, qu'ils ne peuvent pas facilement trouver ailleurs.
- Elles réduisent le roulement du personnel et bénéficient de l'apprentissage par la pratique, qui augmente la productivité des employés au fil du temps.
- Les travailleurs sont motivés à travailler plus dur s'ils se sentent bien traités grâce à un salaire élevé.

Cette théorie du salaire efficace a été développée par des économistes keynésiens tels que Joseph Stiglitz, Janet Yellen (actuellement présidente de la Réserve fédérale américaine) et George Akerlof (lauréat du prix Nobel d'économie en 2001 et mari de Janet Yellen).

¹ <http://annotations.blog.free.fr>, op, cit, théorie de chômage

² Idem

B. La théorie de l'insiders /outsiders

Certains économistes nouveaux keynésiens, tels que Lindbeck et Snower, ont développé la théorie des insiders/outsiders, qui met en évidence les dynamiques entre les travailleurs déjà employés (insiders) et ceux qui cherchent à être embauchés (outsiders), y compris les chômeurs. Selon cette théorie, les insiders utilisent leur position privilégiée au sein de l'entreprise pour obtenir des hausses de salaires au détriment des outsiders. Les coûts élevés liés à l'embauche de nouveaux employés, tels que la formation et l'intégration, incitent les employeurs à préférer augmenter les salaires des insiders plutôt qu'embaucher des outsiders, tant que la différence de salaire reste inférieure au coût de recrutement. Les insiders cherchent donc à accroître ces coûts de recrutement en rendant l'intégration des outsiders plus difficile, en les isolant ou en refusant de travailler avec eux. Ils peuvent également exiger que les outsiders soient mieux formés, ce qui augmente les coûts de formation. En conséquence, les employeurs sont plus réticents à embaucher des outsiders, mais plus enclins à accepter les demandes de hausse de salaires des insiders. Cette dynamique est particulièrement préjudiciable aux chômeurs, car leurs chances d'être embauchés sont réduites par le comportement des insiders. Ainsi, la théorie des insiders/outsiders contribue à expliquer en partie pourquoi le chômage élevé peut être difficile à réduire, même lorsque la conjoncture économique s'améliore.¹

.2.5. Théorie de Marx

Contrairement à la théorie standard du marché du travail, Marx s'intéresse à la valeur de la force de travail, à la plus-value et à l'exploitation du travailleur par le capitaliste. D'après sa théorie, la valeur de la force de travail correspond au temps de travail socialement nécessaire pour son entretien et sa reproduction. Le salaire représente le prix en termes monétaires de la force de travail, tandis que la plus-value désigne la différence entre la valeur créée par le travailleur pendant son temps de travail et la valeur de sa force de travail. Elle résulte de la différence entre la valeur d'usage de la force de travail et sa valeur d'échange.²

La raison pour laquelle le travailleur est exploité par le capitaliste est que ce dernier récupère à son profit le temps de travail du travailleur qui dépasse la valeur de sa force de travail. On pourrait dire que certains emplois sont payés et d'autres ne le sont pas. Le taux

¹ Idem

² Marx, K. (1973), *Salaires, prix, profits*, Paris, Éditions sociales

d'exploitation peut être mesuré par la relation entre la part non payée et la part payée. Le capitaliste tente d'augmenter ce taux en augmentant la durée, l'intensité ou l'efficacité du travail. La disponibilité des emplois dépend du processus d'accumulation du capital et de son évolution.

Marx soutient que les salaires ont tendance à se stabiliser autour du niveau nécessaire pour assurer la reproduction des travailleurs. Ce niveau de subsistance n'est pas immuable, mais plutôt déterminé socialement en fonction des conditions de vie de chaque époque. Cependant, la logique capitaliste de maximisation des profits pousse à minimiser les salaires pour permettre cette reproduction.¹

Marx ne considère pas le salaire de subsistance comme un élément naturel. Selon lui, il s'agit d'une règle sociale et historique propre au mode de production capitaliste. Bien que la rémunération puisse être réduite au niveau de subsistance, cela ne garantit pas l'absence de chômage. Au contraire, les capitalistes utilisent le chômage comme moyen pour abaisser les salaires. En effet, plus le nombre de chômeurs est important, moins les travailleurs seront exigeants en matière de salaire.²

En conclusion, Marx soutient que le chômage est une catégorie de travailleurs qui n'existe que dans le cadre du mode de production capitaliste. Par conséquent, le chômage serait un phénomène qui serait amené à disparaître avec la fin du capitalisme, selon lui.³

.2.6. L'analyse du chômage chez les monétaristes

L'analyse du chômage a été principalement développée par l'école monétariste, notamment par W. Phillips. Ce courant économique a émergé en opposition à la théorie keynésienne, qui considérait la politique monétaire du gouvernement comme inefficace. En effet, selon cette dernière, seules les politiques budgétaires et fiscales permettaient au gouvernement de contrôler l'évolution de la conjoncture économique.⁴

¹ Benhabib Lamia, « Chômage des jeunes et inégalités d'insertion sur le marché du travail algérien : analyse multidimensionnelles et expérimentation », thèse de doctorat, université Paris Est, 2017, P 23 et 24.

² Patrick et Pierre-Alain. Théories du chômage. Paris, Economica, Economie Poche, 1997

³ Musette, M.S. « Les théories économiques à travers l'épreuve du chômage. » Les cahiers du CREAD, 1998, Page 101-125.

⁴ « Le monétarisme », perso.enstimac.fr/~schwartz/eco/seance1/lexique/monetarisme.pdf, consulté le 11/03/2023

Selon Friedman et les monétaristes, l'analyse du chômage repose sur le comportement des autorités monétaires qui déterminent la masse monétaire en circulation. Ils considèrent que l'inflation est causée par une quantité de monnaie très importante par rapport au taux de croissance réel de l'économie. Par ailleurs, ils estiment qu'il existe un taux de chômage naturel qui dépend des conditions structurelles de l'économie, et qu'il est impossible de s'en écarter durablement grâce à des politiques conjoncturelles. Pour eux, toute politique de dépense publique est inefficace car elle ne fait que compenser la baisse des dépenses privées des entreprises et des ménages. Ainsi, selon cette théorie, la politique monétaire est l'outil le plus efficace pour lutter contre le chômage et l'inflation.

La politique monétaire est la seule mesure efficace pour rétablir l'équilibre économique en maintenant une croissance non inflationniste grâce à un taux d'expansion monétaire régulier et contrôlé. Les monétaristes considèrent également que l'Etat ne devrait pas jouer un rôle important dans l'économie car cela perturbe les mécanismes autorégulateurs des marchés, qui sont censés ramener l'équilibre automatiquement. Les politiques d'intervention de l'Etat sont souvent considérées comme étant inflationnistes et inefficaces pour résoudre les problèmes de chômage. Le modèle de Friedman a été largement adopté aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, alors que les pays européens ont plutôt privilégié un modèle de croissance keynésien, avec une forte présence de l'Etat dans l'économie. En somme, le chômage est une réalité quotidienne pour de nombreuses personnes et a été l'objet de débats économiques et sociaux majeurs depuis plus d'un siècle.

Enfin, le chômage est un problème majeur dans de nombreux pays, caractérisé par la situation des personnes en âge de travailler qui cherchent activement un emploi sans parvenir à en trouver. Cela peut avoir des conséquences économiques, sociales et psychologiques importantes pour les individus et les communautés touchées.

En conclusion de cette première section, nous avons vu que le chômage est un phénomène complexe qui peut être appréhendé à travers différentes approches théoriques. Dans la section suivante, nous allons nous intéresser à la mesure du chômage et à ses différentes typologies, qui nous permettront d'avoir une vision plus précise et complète de ce phénomène.

Section 02 : La mesure du chômage et ses typologies

Le chômage constitue un enjeu économique et social majeur, avec des conséquences profondes sur la vie des individus et sur l'ensemble de la société. Afin de mieux appréhender l'impact du chômage, il est essentiel de mesurer et de classifier les différents types de chômeurs. Dans cette section, nous aborderons les différentes mesures du chômage et les typologies de chômeurs telles que développées par les économistes et les sociologues.

.1. La mesure du chômage

Afin de mesurer le chômage de manière précise, il est essentiel de prendre en compte les individus qui sont disponibles pour travailler et qui recherchent activement un emploi, mais qui ne sont pas actuellement employés. Cependant, il peut parfois être difficile de faire une distinction claire entre ceux qui sont effectivement employés et ceux qui aimeraient travailler mais n'ont pas encore trouvé d'emploi.

Le calcul du taux de chômage nécessite donc de faire une distinction entre la population active et la population inactive, ainsi que de considérer les différentes démarches dans la recherche d'emploi, telles que l'inscription auprès d'un organisme public chargé de gérer les offres et les demandes d'emploi.

Avant de présenter la méthode de mesure du taux de chômage, quelques concepts doivent être définis :

.1.1. Une analyse à travers l'indicateur du taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage des chômeurs dans la population active (actif+ chômeur).¹

$$\text{Taux de chômage} = (\text{Nombre de chômeurs} / \text{Population active}) * 100$$

La population totale est composée de :

Population active : Elle est constituée de l'ensemble des personnes en âge de travailler qui sont soit employées, soit à la recherche d'un emploi. Elle englobe à la fois les chômeurs et les personnes occupant un emploi. Elle est composée de :

¹ Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, 2007, tableau d'indicateurs du développement durable, France

- **Actifs occupés** : Les actifs occupés sont les personnes qui exercent une activité professionnelle rémunérée, que ce soit dans le secteur privé ou public. Ils peuvent avoir un emploi salarié ou non salarié.
- **Actifs inoccupés** : Les actifs inoccupés sont les individus qui font partie de la population active et qui sont actuellement à la recherche d'un emploi. Ils sont disponibles immédiatement pour travailler et cherchent activement des opportunités d'emploi.

L'évolution de la population totale dépend :

- **Des taux de natalité et de mortalité** : Une augmentation du taux de natalité et/ou une diminution du taux de mortalité entraînent une croissance de la population totale.
- **L'allongement de la durée de vie** : L'augmentation de l'espérance de vie contribue également à l'augmentation de la population.
- **Les soldes migratoires** : Les flux migratoires, représentés par la différence entre le nombre de personnes qui émigrent et le nombre de personnes qui immigreront, peuvent avoir un impact sur la population en provoquant des variations démographiques.

La population inactive : Cette population comprend les individus qui ne peuvent pas travailler, ceux qui n'ont pas encore atteint l'âge légal pour travailler (moins de 16 ans) et les retraités. Par ailleurs, on peut mesurer le taux de chômage selon différentes catégories telles que l'âge, le sexe, la région, la nationalité, le niveau de diplôme, en comparant le nombre de chômeurs d'un groupe spécifique avec le nombre d'actifs de ce même groupe. Cela permet d'obtenir une vue détaillée du chômage selon différents critères.¹

.1.2. Une approche basée sur les flux

Dans une approche dynamique, le nombre de chômeurs est déterminé par la différence entre les flux d'entrée et de sortie du chômage.

- **Flux d'entrée** : Les flux d'entrée dans le chômage comprennent l'arrivée des personnes sur le marché du travail, les décisions d'arbitrage entre le temps de travail et le temps de loisir, les licenciements et les changements d'emploi.

¹ Insee, la mesure du chômage par l'INSEE, c1687

➤ **Flux de sorties :** Les flux de sorties du chômage incluent la retraite ou la préretraite, les décisions d'arbitrage entre l'activité et l'inactivité, la création de nouveaux emplois et les emplois vacants.

À partir de ces éléments, deux indicateurs peuvent être calculés :

- **La durée du chômage :** Il s'agit de la période entre l'entrée et la sortie du chômage pour ceux qui ont retrouvé un emploi.
- **L'ancienneté du chômage :** Cela représente le temps écoulé depuis l'entrée au chômage pour ceux qui sont toujours au chômage à un moment donné.

.2. Les typologies du chômage

Il existe généralement trois catégories principales de chômage, à savoir : structurel, conjoncturel et frictionnel. Bien que les économistes mentionnent souvent d'autres formes de chômage, telles que le chômage technologique, saisonnier et technique.

.2.1. Le chômage conjoncturel (ou keynésien)

Est lié à la conjoncture économique et à l'activité globale de l'économie. Il survient lorsque la demande de biens et de services diminue et que les entreprises réduisent leur production. Les entreprises ont alors moins besoin de travailleurs et peuvent licencier du personnel, ce qui entraîne une hausse du taux de chômage. Ce type de chômage est souvent associé aux cycles économiques et peut être plus ou moins important selon les périodes.¹

.2.2. Le chômage frictionnel

Cette forme de chômage est principalement due aux transitions et aux délais naturels qui surviennent lorsqu'une personne quitte un emploi pour en trouver un autre. Le chômage frictionnel est souvent observé chez les jeunes diplômés qui entrent sur le marché du travail pour la première fois, ainsi que chez les travailleurs qui décident de changer de carrière. Il est considéré comme un phénomène transitoire puisque les individus prennent du temps pour trouver un emploi correspondant à leurs compétences et à leurs aspirations.

.2.3. Le chômage structurel

Structurel est un terme qui désigne le chômage persistant sur une longue période de temps en raison de changements fondamentaux dans le système économique. Il survient

¹ Jérôme Gautié (2015), *Le Chômage*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », p 128

lorsque les demandeurs d'emploi ne trouvent pas d'emplois qui correspondent à leurs qualifications, malgré l'existence de postes vacants. Les facteurs externes tels que le développement technologique, la concurrence et les politiques gouvernementales sont des causes d'incompatibilité. Pour traiter le chômage structurel, le gouvernement peut fournir un soutien aux demandeurs d'emploi grâce à la formation et à l'éducation, afin de les aider à trouver de nouveaux emplois. Une autre mesure consiste à réduire ou supprimer les allocations de chômage pour inciter les chômeurs à rechercher et à obtenir un emploi plus rapidement. Il est également possible d'encourager la migration de la population des zones à forte concentration de chômage structurel vers d'autres zones en offrant des avantages de transport pour créer des opportunités d'emploi dans les régions défavorisées.¹

.2.4. Le chômage technique

Le terme "chômage technique" est couramment utilisé pour décrire une situation dans laquelle une entreprise se trouve contrainte de suspendre temporairement son activité ou une partie de celle-ci en raison de problèmes techniques tels que des pannes de machines, des difficultés de maintenance ou des problèmes d'approvisionnement. Pendant cette période, les employés concernés peuvent être placés en chômage technique, ce qui signifie qu'ils ne sont pas en mesure de travailler, mais continuent néanmoins à percevoir une partie de leur salaire. Cette compensation financière est généralement assumée soit par l'entreprise elle-même, soit par des mesures de soutien gouvernementales. L'objectif du chômage technique est de limiter les répercussions économiques sur les employés et de maintenir les liens d'emploi pendant la période d'interruption temporaire de l'activité.²

.2.5. Le chômage technologique

Ce type de chômage, se produit lorsque l'automatisation et les avancées technologiques rendent certains emplois obsolètes. Les machines et les systèmes informatisés remplacent les travailleurs, ce qui entraîne une diminution de la demande d'emploi dans certains secteurs. Les travailleurs touchés doivent souvent acquérir de nouvelles compétences pour s'adapter à l'évolution du marché du travail.³

¹ Ses.webclass.fr/notion/chômage-structurel.

² IDRES K, ZAABOT F. : « Le chômage et son traitement par la CNAC. CAS : CNAC DE T. O ». Mémoire en sciences de gestion, UMMTO, 2005, P.5

³ NAIT-ALI S. : « La contribution des dispositifs publics à l'absorption du chômage en Algérie : ANSEJ ; ANGEM et CNAC », mémoire en sciences économiques, option finance banque, UMMTO, 2010, P.24.

.2.6. Le chômage saisonnier

Est une forme de chômage temporaire causée par le manque d'emplois à certaines périodes de l'année en raison de facteurs tels que les changements climatiques, les vacances et les jours fériés. Bien qu'il puisse offrir des avantages tels que la possibilité pour les employeurs de planifier en conséquence et de trouver des alternatives pour compenser la période creuse, le chômage saisonnier présente également des inconvénients tels que l'emploi non permanent et de courte durée, ce qui rend difficile d'accorder des avantages similaires à ceux des employés permanents. Cela peut entraîner la migration de la population locale vers des zones souffrant de chômage saisonnier en raison du manque d'opportunités d'emploi. Le chômage saisonnier peut également offrir des avantages tels que la possibilité de développer de nouvelles compétences et d'acquérir de nouvelles expériences dans le travail saisonnier. ¹

La mesure du chômage et ses typologies nous ont permis de mieux comprendre les différents aspects de ce phénomène social. Cependant, il est également important d'analyser les causes et les conséquences du chômage, qui ont un impact majeur sur les individus, les entreprises et la société dans son ensemble. Dans la section suivante, nous aborderons donc ces aspects pour approfondir notre compréhension du chômage.

Section 03 : Causes et conséquences du chômage

La question du chômage est une préoccupation majeure pour les gouvernements et les citoyens du monde entier, car elle a un impact significatif sur l'économie, la société et le bien-être des individus. Ce problème complexe engendre des répercussions économiques, sociales et psychologiques considérables tant au niveau personnel que collectif. Dans cette section, nous explorerons les causes et les conséquences du chômage, ainsi que les politiques publiques qui peuvent être mises en place pour le combattre dans le prochain chapitre.

.1. Les causes du chômage

Il existe plusieurs causes du chômage. Dont nous pouvons citer : les causes économiques, démographiques et sociales.

¹ DUTHIL Gérard, « Economie de l'emploi et du chômage », ellipses, France

.1.1. Raisons économiques

Les raisons économiques comprennent :

A. Progrès technique et recherche de productivité

Peuvent être des facteurs contribuant au chômage. En effet, avec l'avancée technologique, les entreprises cherchent à automatiser et rationaliser leurs processus de production pour réduire les coûts et augmenter la productivité. Cela peut se traduire par une réduction du besoin de main-d'œuvre, entraînant ainsi un licenciement massif de travailleurs.¹

B. Crises économiques et ralentissement de la croissance

Les crises économiques ont un impact significatif sur le marché du travail, entraînant une hausse du chômage. Lorsqu'une économie est en récession ou en dépression, les entreprises cherchent à réduire leurs coûts et à maintenir leur rentabilité en réduisant leurs effectifs, ce qui se traduit par un nombre croissant de chômeurs. De plus, pendant ces périodes de crise, le ralentissement de la croissance économique crée une incertitude qui dissuade les entreprises d'investir dans de nouveaux projets et d'embaucher de nouveaux employés. Par conséquent, le marché de l'emploi stagne et le chômage augmente.

La pandémie de Covid-19 a été une crise économique majeure qui a eu un impact mondial sans précédent. Les mesures de confinement et les restrictions imposées pour contenir la propagation du virus ont eu des répercussions significatives sur de nombreux secteurs économiques. Les entreprises, en particulier celles des secteurs les plus touchés comme le tourisme, l'hôtellerie, la restauration et les services de loisirs, ont été contraintes de réduire ou de suspendre leurs activités, ce qui a entraîné des licenciements massifs et une montée du chômage.

C. La faible mobilité de la main-d'œuvre

Elle peut également contribuer au chômage. Si les travailleurs ne sont pas prêts à déménager pour trouver un emploi, cela peut créer des déséquilibres régionaux entre l'offre et la demande d'emplois. Par exemple, si une ville perd une entreprise importante et que les travailleurs locaux ne sont pas disposés à déménager pour trouver un emploi similaire ailleurs, le taux de chômage local peut augmenter considérablement. De même, si un secteur

¹ ARHAB B.2010, thèse de doctorat en science économique, « Contribution à la réflexion sur la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage en Algérie : étude analytique et empirique ». Université A. MIRA-Béjaia

industriel est en déclin dans une région donnée, la faible mobilité de la main-d'œuvre peut empêcher les travailleurs de trouver des emplois dans des secteurs en croissance dans d'autres régions. Cela peut également entraîner une augmentation du chômage structurel.¹

D. Les contraintes juridiques

Peuvent jouer un rôle dans la création de chômage. Par exemple, les lois sur le salaire minimum peuvent augmenter le coût du travail, ce qui peut dissuader les employeurs de recruter de nouveaux travailleurs ou de maintenir leur personnel existant en place. De même, les lois sur la protection de l'emploi peuvent rendre plus difficile pour les entreprises de licencier des travailleurs, ce qui peut réduire leur flexibilité et leur capacité à ajuster leur main-d'œuvre en fonction de la demande du marché. Ces lois peuvent également inciter les entreprises à automatiser davantage de tâches pour réduire les coûts de main-d'œuvre, ce qui peut entraîner une réduction du nombre d'emplois disponibles pour les travailleurs.

.1.2. Raisons démographiques et sociales

Parmi les raisons démographiques et sociales que nous énumérons :

A. L'évolution démographique

La croissance de la population active peut dépasser la capacité de création d'emplois, entraînant un taux de chômage élevé. D'autre part, le vieillissement de la population peut également avoir un impact sur le marché du travail, car les travailleurs âgés peuvent être moins enclins à changer d'emploi, ce qui peut réduire les opportunités d'emploi pour les jeunes travailleurs. En outre, les flux migratoires peuvent également avoir un impact sur le marché du travail, en augmentant la concurrence pour les emplois disponibles. Enfin, la démographie peut également influencer la demande de travail, par exemple en raison de l'augmentation des besoins de soins aux personnes âgées qui peut créer des emplois dans le domaine de la santé.²

B. Le développement du travail féminin

Est une autre cause de chômage. Bien que l'entrée des femmes sur le marché du travail soit une avancée sociale positive, elle peut également avoir des effets négatifs sur l'emploi masculin et les taux de chômage. Avec l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre sur le

¹ Mohamed Saïb, Musette. Les politiques de l'emploi et les programmes actifs du marché du travail en Algérie. Alger, 2014,p.10.

² NAIT-ALI S. op ;cit,P.36.

marché, la concurrence pour les emplois devient plus forte, ce qui peut conduire à une augmentation du chômage. Cependant, cette situation peut être atténuée si l'économie est suffisamment dynamique pour créer de nouveaux emplois. En outre, la participation accrue des femmes au marché du travail peut contribuer à une croissance économique plus forte, stimulée par l'augmentation de la production et de la consommation.

.1.3. Raisons structurelles

Les raisons structurelles comprennent :

.1.3.1. La rigidité du marché du travail

Elle désigne les obstacles ou les contraintes légales qui limitent la flexibilité de l'ajustement de l'offre et de la demande de travail. Cela rend difficile pour les employeurs de réagir rapidement aux changements économiques et technologiques, ce qui peut entraîner une inadéquation entre les compétences des travailleurs et les besoins de l'entreprise, conduisant ainsi au chômage structurel. Elle s'est liée notamment :

A. Au contrat à durée indéterminée

Un contrat à durée indéterminée est un type de contrat de travail qui ne fixe pas de date de fin précise. Il s'agit d'un contrat continu et permanent entre un employeur et un employé. Dans un tel contrat, l'employé est engagé pour une durée indéterminée, ce qui signifie qu'il bénéficie généralement d'une plus grande stabilité d'emploi et de certains droits et avantages supplémentaires, tels que des indemnités de licenciement. Cependant, cela peut également rendre plus difficile pour les employeurs de mettre fin à l'emploi d'un travailleur en cas de besoin, car cela nécessite souvent le respect de certaines procédures de licenciement spécifiques.

B. Aux procédures de licenciement

Les procédures de licenciement font référence aux étapes et aux règles que les employeurs doivent suivre lorsqu'ils décident de mettre fin à l'emploi d'un travailleur. Ces procédures peuvent varier selon les pays, les secteurs d'activité et les contrats de travail, mais elles sont souvent réglementées par la loi et peuvent inclure des exigences telles que la notification préalable, les consultations avec les représentants des employés, les critères de licenciement légaux, les indemnités de départ, etc. Les procédures de licenciement peuvent être complexes et coûteuses pour les employeurs, ce qui peut dissuader certains d'ajuster leur main-d'œuvre en fonction des fluctuations économiques ou des besoins de l'entreprise.

.2. Les conséquences du chômage

Le chômage est un phénomène qui affecte l'économie et la société dans son ensemble. Les effets du chômage peuvent être ressentis à la fois sur le plan individuel et collectif, et peuvent avoir des conséquences économiques, sociales et psychologiques significatives. Dans cette section, nous allons examiner les différents effets du chômage.

.2.1. Les effets du chômage sur les chômeurs

Le chômage peut avoir de graves conséquences sur les individus qui en sont victimes. Au-delà de la perte de revenus et de l'incertitude financière, il peut également entraîner des effets psychologiques négatifs tels que la dépression, l'anxiété, la perte de confiance en soi et l'isolement social. Les chômeurs peuvent également éprouver des difficultés à se réinsérer sur le marché du travail et risquent de subir des conséquences à long terme sur leur carrière et leur bien-être économique.¹

.2.2. Les effets de chômage sur les salariés en poste

Les effets du chômage ne se limitent pas aux personnes sans emploi, mais peuvent également affecter les salariés en poste, notamment en Algérie. En effet, la menace du chômage peut créer un climat d'insécurité pour les travailleurs, qui peuvent être plus disposés à accepter des conditions de travail défavorables ou des salaires plus bas pour conserver leur emploi. De plus, l'augmentation du taux de chômage peut entraîner une baisse de la demande de biens et services, ce qui peut entraîner des réductions d'effectifs et des licenciements pour les entreprises, même celles qui sont en croissance. En fin de compte, cela peut avoir un effet négatif sur l'économie dans son ensemble.

.2.3. Les effets de chômage sur le budget de l'Etat

Le chômage a des conséquences financières pour l'Etat, à la fois en termes de coûts directs et indirects. Les coûts directs incluent les dépenses pour les programmes de chômage tels que les allocations chômage et les formations professionnelles, ainsi que les pertes de revenus fiscaux. Les coûts indirects, quant à eux, sont liés à la baisse de la production économique et à l'augmentation des dépenses chez les œuvres sociales. Le chômage peut

¹ Lagrave Michel, Les difficultés d'évaluation du coût du chômage, Paris, Economica.

également avoir des effets sur la criminalité, la santé mentale et la cohésion sociale, entraînant des coûts supplémentaires pour le gouvernement.¹

Ce phénomène complexe a été causé par des facteurs économiques, démographiques et sociaux. Les conséquences du chômage sont importantes pour les chômeurs, mais également pour l'ensemble de l'économie du pays, avec des coûts directs et indirects pour le budget de l'Etat. Il est donc essentiel de mettre en place des politiques publiques adaptées pour lutter contre le chômage et ses conséquences négatives sur la société.

En conclusion, ce chapitre a établi un solide cadre conceptuel et théorique pour comprendre le phénomène du chômage. Nous avons exploré diverses définitions et explications du chômage, ainsi que différentes perspectives théoriques telles que l'analyse classique, néo-classique, keynésienne, nouveaux keynésiens, théorie de Marx et approche monétariste. Ces éléments posent les fondations nécessaires à une analyse approfondie.

La section sur la mesure du chômage a mis en lumière l'importance du taux de chômage et des flux dans la compréhension de ce phénomène complexe. En examinant les typologies du chômage, telles que le chômage conjoncturel, frictionnel, structurel, technique, technologique et saisonnier, nous avons obtenu une vision complète des différentes facettes de ce problème économique.

En se penchant sur les causes du chômage, qu'elles soient économiques, démographiques, sociales ou structurelles, nous avons identifié divers facteurs contribuant à ce problème, en mettant particulièrement en avant la rigidité du marché du travail et les contraintes juridiques comme des obstacles significatifs.

Enfin, en examinant les conséquences du chômage, nous avons constaté qu'il engendre des impacts notables sur les chômeurs, les salariés en poste et le budget de l'État. Cette analyse approfondie jettera les bases nécessaires pour la suite de notre étude, nous permettant d'explorer les solutions possibles et de formuler des recommandations pertinentes pour atténuer les effets du chômage.

¹ Bédard Marcel, « Les coûts économiques et sociaux du chômage », Bulletin de la recherche appliquée.

Le chômage en Algérie est un phénomène complexe qui est causé par des facteurs économiques, démographiques et sociaux. Les conséquences du chômage sont importantes pour les chômeurs, mais également pour l'ensemble de l'économie du pays, avec des coûts directs et indirects pour le budget de l'Etat. Il est donc essentiel de mettre en place des politiques publiques adaptées pour lutter contre le chômage et ses conséquences négatives sur la société.

Chapitre II

*Politiques de l'emploi :
Classification, approches
théoriques et étude de cas
en Algérie*

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

Introduction

Le chômage constitue un défi pour toutes les économies du monde y compris l'Algérie. Dans ce cadre l'aggravation et la persistance de ce phénomène à partir de 1986 a conduit les pouvoirs publics en Algérie à envisager une stratégie en matière d'emploi, s'articulant autour de la régulation institutionnelle du marché du travail, l'atténuation des conséquences négatives du (PAS)¹ sur l'offre et la demande du travail et répondant aux besoins d'un important demandeur d'emploi.

A cet égard, plusieurs programmes et dispositifs de création et de promotion d'emploi ont été mis en œuvre depuis 1990. Les uns entrent dans le cadre des politiques actives de l'emploi qui ont accompagné le plan d'ajustement structurel (PAS). Les autres sont liés soit au plan de soutien à la relance économique (2001- 2004), soit au plan complémentaire de soutien à la croissance (2005-2009).

Dans ce chapitre, nous allons essayer de présenter, dans la première section, les politiques d'emploi à savoir les politiques passives et les politiques actives, qui sont classées selon un plan descriptif, nous allons aborder, dans la deuxième section, la réforme des institutions du marché de travail en Algérie, ainsi que les politiques de l'emploi qui ont accompagné ces réformes, afin de lutter contre le chômage.

Section 01 : Politiques de lutte contre le chômage

L'ampleur du chômage a conduit les gouvernements de tous les pays à mettre en place des politiques susceptibles d'améliorer la situation de marché du travail ; ces politiques constituent aujourd'hui la priorité de tous les gouvernements.

I.1. Les politiques de l'emploi

Les politiques de l'emploi représentent l'ensemble des mesures prises par l'Etat pour agir sur le fonctionnement du marché du travail afin de réduire le taux de chômage. Elles peuvent être classées selon leur but, c'est-à-dire selon un plan descriptif mais aussi selon les écoles de pensée desquelles elles dérivent c'est à dire sur un plan théorique).

¹ , Ensemble de mesures cherchant à assainir la situation économique d'un pays en difficulté. Ces politiques ont vu le jour à partir de la fin des années 1970, lorsque de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont commencé à faire appel aux instances internationales telles que le FMI ou la Banque mondiale, afin d'assurer leur solvabilité et leur développement. Ces organisations financières acceptent d'octroyer des prêts, en l'échange de conditions fortes, généralement d'inspiration libérale.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

I.1.1. La classification selon un plan descriptif

Sur ce plan nous distinguons deux grandes catégories : les politiques directes et les politiques indirectes appelées aussi respectivement politiques actives et politiques passives)

I.1.1.1. Les politiques directes de l'emploi

Les politiques directes de l'emploi ont une logique d'action destinée à favoriser la demande de travail (l'emploi). Elles sont destinées à aider les chômeurs à trouver du travail. Il s'agit notamment d'un traitement économique du chômage, leur action consiste donc :

I.1.1.1.1. L'incitation des entreprises à embaucher par différents moyens

A. Les primes à l'embauche

Plusieurs aides existent pour inciter les entreprises à embaucher des personnes handicapées. Ces aides peuvent être de plusieurs natures : aides financières, tutorat, aide à la formation.

B. La baisse du coût du travail

La réduction du coût du travail peut entraîner deux effets : l'effet de substitution, et l'effet de compétitivité. En effet, avec l'effet substitution, c'est à-dire que les entreprises optent pour le recrutement de nouveaux travailleurs, rend le travail plus attractif que le capital pour les entreprises et cette baisse du prix relatif du travail les incite à embaucher. Et avec l'effet de compétitivité, la baisse du coût du travail permet une baisse des prix des produits, une hausse de la production et donc de l'emploi. Cependant, cette politique peut conduire à une augmentation de la demande qui sera défavorable à l'emploi¹.

En effet, la baisse du coût du travail peut plutôt inciter les entreprises à utiliser les gains réalisés pour moderniser leurs équipements. Au total, les effets de la baisse des charges sont complexes et ce qui est vrai pour l'entreprise, ne l'est pas nécessairement pour toute l'économie.

C. Les cotisations sociales

Les cotisations sociales, également connues sous le nom de charges sociales, sont des prélèvements effectués sur les salaires. Elles font partie des taxes appliquées aux revenus du travail. Elles sont destinées au financement des prestations sociales. Les cotisations sociales

¹ GAZIER Bernard, « Economie du travail et de l'emploi », édition Dalloz, Paris, 1992, page 91-92.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

représentent ainsi une portion du salaire qui est collectée par des organismes appelés caisses, dans le but d'être redistribuée. Les cotisants bénéficient en échange d'une couverture partielle ou totale de divers frais engendrés par les risques majeurs tels que le chômage.

I.1.1.1.2. La création de l'emploi

En recrutant des travailleurs dans le secteur public ou en mettant en œuvre des mesures pour encourager la création d'entreprises, ainsi qu'en adoptant des politiques visant à stimuler les investissements privés, comme la réduction des taux d'intérêt ou les incitations fiscales, tout en soutenant également le secteur non marchand, qui poursuit des objectifs non lucratifs.

I.1.1.1.3. L'augmentation de l'efficacité du marché de travail

Par une meilleure connaissance des possibilités du marché du travail, la nature et la location de l'emploi, les conditions et possibilités salariales et de travail et l'assistance nécessaire pour exploiter cette information est vitale pour l'amélioration du fonctionnement du marché du travail. L'information sur le marché du travail, par des conseillers d'orientation compétents peut contribuer à augmenter le nombre et l'adéquation des emplois proposés par les employeurs et qui intéressent les personnes à la recherche d'un emploi, à réduire la fréquence et la durée du chômage et à augmenter en général l'efficacité du fonctionnement du marché du travail¹.

I.1.1.1.4. L'encouragement de la formation des travailleurs

De façon purement statique le chômage résulte de la confrontation du stock d'emplois au stock d'actifs, en niveau mais aussi en structure : le problème est aussi celui de l'adéquation qualitative, et pas seulement quantitative, de l'offre et de la demande de travail. La formation joue un rôle dans l'accroissement de la productivité des travailleurs, dans la maîtrise des nouvelles techniques, dans l'adaptation aux changements qualitatifs du monde du travail et la gestion des compétences. Elle est également considérée comme un outil majeur de lutte contre le chômage en permettant l'insertion des jeunes ou la réinsertion des demandeurs d'emploi sur le marché du travail².

¹ Kaddache MAHFOUD, « emploi et chômage en Algérie », édition Inas, Alger, 2009, P 19.

² MAILLEFERT Murie, « l'économie de travail », édition Studyrama, Lyon, 2004, P63.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

I.1.1.1.5. Rendre le marché du travail plus flexible

Le taux de chômage entre pays ou régions s'expliquent en partie par des degrés différents de (rigidité) ou, en termes positifs, de (flexibilité) du marché du travail. On estime que les chocs sur les prix entraînent un chômage structurel plus élevé lorsque le marché du travail est (rigide), tandis que des marchés du travail (flexibles) peuvent s'adapter à de tels chocs sans qu'il y ait pratiquement aucune perte d'emploi.

Les critères et facteurs déterminants de la flexibilité du marché du travail sont les suivant :

- Flexibilité des coûts réels de main-d'œuvre à l'échelle de l'économie tout entière ;
- Capacité d'adaptation des coûts relatifs de main-d'œuvre entre les professions et les entreprises ;
- Mobilité de la main-d'œuvre ;
- Flexibilité du temps de travail et de l'organisation du travail.

Les deux premiers sont des aspects macro ou micro-économiques de la flexibilité des coûts de main-d'œuvre, tandis que les deux derniers concernent la capacité d'adaptation de l'offre et de l'utilisation de la main-d'œuvre du point de vue quantitatif et qualitatif. Des interactions produisent entre certains de ces éléments. Par exemple, la rigidité des salaires, dans le cas de l'emploi à plein temps, peut se traduire par davantage de possibilités de travail à temps partiel, ce qui accroît la flexibilité du marché du travail.

I.1.1.2. Les politiques indirectes de l'emploi

Les politiques « passives » ne cherchent pas à agir sur le niveau de l'emploi mais à corriger les effets négatifs du chômage (compenser la perte de revenu grâce à une indemnisation du chômage...).

Ces politiques prennent en compte le fait que les revenus des chômeurs sont un élément de la demande globale¹ et que l'emploi a une dimension d'intégration et de cohésion sociale.

¹ GAZIER Bernard, op. cit, p.98 - 100.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

Les politiques « passives » cherchent aussi à réduire l'offre de travail (population active) ou à ralentir sa hausse en allongeant les études des jeunes, en baissant le nombre de travailleurs âgés et en proposant des mesures incitatives pour diminuer l'activité féminine (ex : congé parental). On parle de traitement social du chômage.

Elle consiste de ce fait à :

1.1.1.2.1. Les dispositifs d'assurance-chômage et d'indemnisation des chômeurs

Ces politiques visent à garantir un minimum de ressource aux chômeurs. Parmi les outils de cette politique on peut citer essentiellement :

- **L'assurance chômage** : l'assurance chômage est financée par des cotisations d'employeurs et des salariés. Assise sur les salaire-compte tenu des conditions d'affiliation, et de sa limitation dans le temps, elle couvre un peu moins des demandeurs d'emploi¹.
- **Le régime de solidarité** : est un mécanisme qui recouvre l'ensemble des systèmes d'assurances collectives obligatoires destinés à couvrir les citoyens contre certains risques (maladies et chômage).

A. L'ensemble des dispositifs visant à réduire les candidatures jugées inopportunes

Soit Les préretraites pour les travailleurs d'un certain âge ; l'aide au retour et les renvois autoritaires pour les travailleurs étrangers ; les dispositions et pressions diverses décourageant le travail féminin, notamment celui des femmes mariées².

B. L'incitation au retrait d'activité

L'incitation au retrait d'activité qui est une des composantes des politiques passives d'emploi, elle comprend notamment :

- Les allocations spéciales du Fonds national de l'emploi ;
- Les préretraites progressives ;
- Les allocations de remplacement pour l'emploi ;
- Les cessations d'activité de certains travailleurs salariés ;

¹ AISSANI Saïd, « économie de travail et de l'emploi en Algérie », édition Aden, Alger, 2017,P 98.

² BELLATEF Karim, « le marché de travail en Algérie », édition Enag, Tizi Ouzou, 1999,P 43.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

- Les aides au départ d'agriculteurs, commerçants ou artisans âgés ;
- Ainsi que des dispositifs anciens : garanties de ressources, contrats de solidarité préretraites, aides à la réinsertion des travailleurs étrangers.

C. Le partage du travail par la réduction du temps de travail

Le partage du temps de travail est une idée et une revendication politique qui préconise la diminution du temps de travail des travailleurs ayant un emploi pour réduire le chômage en augmentant le nombre de travailleurs¹.

I.1.2. La classification sur un plan théorique

Les écoles de pensée divergent dans leurs recommandations pour ce qui est de la question du chômage, pour les pouvoirs publics le choix de suivre une recommandation ou d'utiliser une politique plutôt qu'une autre dépend du type du chômage duquel souffre l'économie, en d'autres termes, la mise en place d'une politique d'emploi dépend du diagnostic établi sur les causes du chômage. On distingue particulièrement deux politiques d'emploi : celle d'inspiration keynésienne et celle d'inspiration libérale.

I.1.2.1. Les politiques d'emploi d'inspiration keynésienne

Elles conviennent au diagnostic du chômage keynésien, elles considèrent que le chômage est principalement conjoncturel et résulte d'une insuffisance de la demande, tandis que les capacités de production sont sous-employées, alors des politiques macroéconomiques pourront viser à soutenir la croissance² (politique active de relance, par exemple). Cependant les politiques de l'emploi keynésiennes peuvent inclure également les politiques dites passives en tant qu'actions structurelles de stabilisation durable de la demande. Ce sont donc, essentiellement des politiques de la demande.

Les politiques de l'emploi préconisées par Keynes sont :

Tous d'abord, dans les années de forte récession, la mise en place d'un programme de travaux publics, supervisé par une autorité publique ou semi-publique, constitue une politique offensive de lutte contre le chômage involontaire. Il est important de souligner que

¹ GUIBERT Jacques, « les politiques de l'emploi à l'épreuve du chômage de longue durée », édition Dalloz, Paris, 2013, P 63.

² BRAQUET Laurent et MOUREY David, « Comprendre les fondamentaux de l'économie », édition Boeck, Paris, 2015, p.68

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

ces projets publics ou semi-publics ne visent pas principalement à se substituer à l'investissement privé, mais plutôt à le relancer, en envoyant un signal fort de future hausse des prix. L'objectif fondamental d'un office national de l'investissement est donc de coordonner les anticipations des entrepreneurs afin de lutter contre le chômage involontaire.

Ensuite, le concept de chômage volontaire a une forte valeur opératoire sur le terrain de la politique économique. En effet, lorsque le taux de chômage est encore au-dessus de 10% dans les années 1937-1939 en France, il est vain, sinon dangereux, de chercher à le résoudre par une politique de relance globale, car le chômage est alors en grande partie imputable à la rigidité de la structure économique, au défaut d'organisation dont pâtit le système. Cela ne signifie pas qu'il est irréductible, mais cela ne peut s'effectuer sans une forte coopération de l'ensemble des acteurs économiques¹.

Troisièmement, Keynes s'oppose à la hausse des taux d'intérêts pour contrôler à court terme la surchauffe de l'économie. Dans une perspective de long terme, la politique monétaire est une arme importante de lutte contre le chômage, grâce au maintien du taux d'intérêt à son optimum de long terme. Mais il est hors de question, pour Keynes, de manipuler les taux d'intérêt à court terme. D'une certaine manière, tout comme pour Friedmann, la politique monétaire selon Keynes est fondée sur des règles².

I.1.2.2. Les politiques d'emploi d'inspiration libérale

Elles conviennent à un diagnostic du chômage classique : on pense que le chômage est plutôt d'origine structurelle (par exemple la structure des prix relatifs serait mauvaise pour la compétitivité des entreprises et les règles du jeu politique bloqueraient un peu cette situation). Il conviendrait alors de lutter contre ces rigidités par des politiques visant à alléger les contraintes autre que la concurrence qui pèsent sur l'entreprise (par exemple , en favorisant plus de flexibilité sur le marché de travail), mais les politiques libérales de l'emploi peuvent inclure aussi les politiques visant à améliorer le capital humain comme autre source de compétitivité de l'appareil productifs (politique de meilleur formation) .Ce sont donc essentiellement des politiques de l'offre, c'est à dire cherchant à rendre plus fluides

¹ GLASCHANT Jean-Michel, « les théories économiques », édition Adef, Paris, 2000 , P 63.

² Keynes John Maynard, Essais sur la monnaie et l'économie, traduction de Essays in Persuasion, incluant des extraits du Tract on Monetary Reform, et « La fin du laissez-faire », Payot, Paris, 1971, P 230.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

les conditions d'utilisation de la main-d'œuvre par les entreprises et à inciter les chômeurs au retour à l'emploi¹.

Les politiques de formation et de flexibilisation sont aussi une réponse au chômage structurel. Elles ont pour finalité la dérèglementation du marché du travail afin de favoriser son fonctionnement et sa réactivité aux chocs exogènes². La flexibilité du marché du travail désigne la capacité de l'offre de travail et de la demande de travail à s'adapter quantitativement et qualitativement aux fluctuations de l'activité économique. Le recours à la flexibilité permet de lutter contre les rigidités du marché du travail, l'une des composantes du chômage structurel. Elle peut être salariale, quantitative et fonctionnelle.

Le recours à la flexibilité est de rendre le marché du travail plus concurrentiel (supprimer les rigidités qui font obstacles au fonctionnement des mécanismes du marché), et ainsi de lutter contre les rigidités en termes de rémunération, de temps de travail, de possibilités d'embaucher ou de licencier. En permettant aux entreprises de réagir plus rapidement aux variations de la demande et en diminuant leurs coûts de production, elle permet d'accroître leur compétitivité et de créer des emplois. Les politiques de lutte contre le chômage structurel, portent également sur la formation, la qualification absente ou inadaptée, considérée³ comme une cause majeure du chômage³.

En effet, la formation a un rôle important à jouer dans le domaine de l'emploi. On peut tout d'abord renforcer l'employabilité des plus jeunes par davantage de formation initiale, la qualification apportant toujours une forte protection relative envers le chômage⁴. On peut ensuite renforcer l'employabilité des moins jeunes par la formation continue dont bénéficient aujourd'hui paradoxalement davantage les cadres et les plus diplômés qui sont moins touchés par le chômage. On peut enfin mettre l'accent sur la formation professionnelle et l'accompagnement des chômeurs⁵.

¹ HAMOUDA Nacer-Eddine, « 50 ans d'indépendance : quelle est l'évolution de la situation de marche de travail en Algérie », édition el Amel, Alger, 2013, P 120.

² RUEY Marc, op.cit, p.57

³ GUIBERT Jacques, « les politiques de l'emploi à l'épreuve du chômage de longue durée », édition Dalloz, Paris, 2013, P 24.

⁴ RUEY Marc, op. cit., p. 60.

⁵ GUIBERT Jacques, « les politiques de l'emploi à l'épreuve du chômage de longue durée », édition Dalloz, Paris, 2013, P 33..

I.1.2.3. La politique de l'emploi chez les marxistes

Pour les marxistes, l'existence d'un chômage persistant est la preuve de l'incapacité du capitalisme à assurer le plein emploi, donc le seul moyen de supprimer définitivement le chômage serait d'abolir le capitalisme et le système du salariat, en passant par une société socialiste ou communiste, et cela par la lutte des classes¹.

I.1.2.4. L'emploi dans les autres conceptions théoriques

Plusieurs conceptions théoriques se sont penchées sur la question de l'emploi, parmi elles :

I.1.2.4.1. La théorie des choix publics

La théorie des choix publics est une branche de l'économie qui décrit le rôle de l'Etat ainsi que les comportements des électeurs, homme politique et fonctionnaires

Avant l'émergence de l'école des choix publics, la plupart des économistes représentaient l'Etat à un être idéalisé, que la théorie économique ne pourrait pas décrire, parce que ses choix ne dépendraient pas des mêmes raisons d'agir que les agents économiques.

Partant du principe que les hommes politiques et les fonctionnaires sont motivés par la même recherche de l'intérêt personnel qui fonde l'analyse néo-classique, la théorie des choix publics suppose qu'ils cherchent alors à maximiser leur utilité personnelle (utilité qui peut contenir des composant plus complexe que simplement leur revenu : l'intérêt collectifs, la recherche du pouvoir, etc.). Elle utilise ensuite les outils de l'analyse néoclassiques (la microéconomie) pour expliquer le processus de prise de décision politique, afin d'exposer les dérivés systématique en faveurs de politique gaspilleuse².

Par contraste avec la théorie économique classique qui cherche à savoir quelles politiques seraient efficaces si elles étaient mises en place, la théorie des choix publics traite la question de savoir quelles décisions ont le plus de chances d'être prises étant donné le

¹ SI AHMED Rosa, « Le chômage et les politiques d'emplois en Algérie » mémoire du master, UMMTO, 2012, P80.

² M.S.Musette, M.A.Isli, H. Nacer-Eddine, « marché du travail et emploi en Algérie: éléments pour un programme national de l'emploi », Alger, 2003, P 82.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

contexte politique. A partir de là, et dans un second temps, elle traite la question de comment faire en sorte que les politiques les plus efficaces gagnent les meilleures chances d'être mise en œuvre (comment bien choisir les politiciens et le fonctionnaire, quel système de sanction et de récompenses à prévoir, etc. .)¹

L'école des choix publics tente ainsi d'appliquer la théorie économique à la science politique. Dans ce sens, dans le contexte des années 1970 caractérisé par l'arbitrage inflation chômage, l'économiste américain William D. Nordhausen cherche à prévoir quel type de politique conjoncturelles seront choisies dans un système démocratique stylisé², en fonction de cycle électoral : à l'approche des élections, les gouvernements sont tentés de créer de l'inflation (pour faire baisser le niveau de taux de chômage à court terme, et remporter ainsi l'élection) qu'ils combattent en suite.

Nordhausen conclue que les systèmes démocratiques vont choisira long terme une politique de moindre chômage et de plus grande inflation que le niveau optimal, liée au cycle électoral. Ce modèle pourrait aussi s'appliquer directement a d'autre problème de choix comme l'investissement public, ou des politiques de balance de paiement.

1.1.2.4.2. L'école de la régulation

L'école de la régulation est une école de pensée contemporaine regroupant des économistes français d'inspiration keynésienne qui insistent sur l'importance des règles et des rapports sociaux dans l'analyse du fonctionnement de l'économie (règle de fixation des salaires ,règles juridique en matière sociales , forme de concurrence entre les entreprises ,rôle de l'Etat , pouvoir monétaire ,etc.) .Ils proposent en particulier un mode de régulation concurrentielles, dominant dans la seconde moitié du XIXème siècle et cela jusqu'à la grande crise économique de 1929 , et un mode de régulation monopoliste qui fonctionne parfaitement durant « les Trente Glorieuse »³.

La régulation concurrentielle est fondée sur les mécanismes de marché .Elle se caractérise par une faibles croissance de la productivité .L'augmentation des salaires est donc très lente et la concurrence entre les entreprises est particulièrement sévère .Une crise se

¹ GLASCHANT Jean-Michel, « les théories économiques », édition Adef, Paris, 2000, p.22

² GUIBERT Jacques, « les politiques de l'emploi à l'épreuve du chômage de longue durée », édition Dalloz, Paris, p.78

³ GLASCHANT Jean-Michel, « les théories économiques », édition Adef, Paris, 2000, P 133.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

traduit ainsi par une baisse des salaires (résultat de flexibilité parfaite du marché de travail) et une baisse de la production (faillites nombreuses car les revenus et la consommation diminuent)¹.

Le mode de régulation monopoliste s'est mis en place peu à peu durant la première moitié du XXe siècle, les mécanismes régulateurs du marché ont laissé place à une régulation entre les grandes institutions sociales que sont les oligopoles (favorisé par la concentration des entreprises), l'Etat et les forces sociales (syndicat notamment). Cette régulation se caractérise par les éléments suivants : salaires indexés sur les gains de productivité et déterminés par la négociation collective, développement de l'Etat providence, etc. Ainsi, dans ce cadre, les crises ont des conséquences beaucoup moins néfastes car la consommation se maintient grâce aux revenus de la protection sociale, ce qui induit une simple récession et non une dépression.

Ce mode de régulation se caractérise surtout par un modèle de croissance appelé « fordisme », dans lequel les gains de productivité permettent des augmentations de rémunération et le développement d'une consommation de masse qui assure elle-même l'écoulement d'une production de masse et une baisse conséquente du chômage. Le développement de biens d'équipement des ménages (automobiles, électroménager) diffusés massivement permet d'obtenir des économies d'échelle considérables, si bien que les gains de productivités rendent possibles les augmentations de salaires et ainsi de suite.

I.1.2.4.3. L'approche institutionnelle de l'emploi

L'approche institutionnelle contre le chômage consiste à agir positivement sur le niveau d'emploi grâce à des actions institutionnelles initiées par les pouvoirs publics.

A l'inverse les économistes néolibéraux, les institutionnalistes recherchent des explications et outils de politique économique dans la création ou la modification des institutions.

Ronald Coase, (économiste britannique et lauréat du prix Nobel d'économie en 1991), indiquait : « Dans le monde réel, pour influencer la politique économique, on crée ou abolit une agence, modifie la loi, change le personnel et ainsi de suite : on travaille au travers

¹ GERARD Duthil, « Economie de l'emploi et du chômage », édition Ellipses, Paris, 1994, P32.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

d'institutions. Les choix de politique économique sont des choix d'institutions. Et ce qui importe, est l'impact que ces modifications des institutions vont produire au sein du monde réel »¹

Ainsi, pour améliorer le niveau d'emploi des mesures institutionnelles sont possibles. Des résultats remarquablement satisfaisants réalisés par l'Etat du Wisconsin (aux USA) en matière de lutte contre le chômage suite à la mise en place de mesures institutionnelles en est le parfait exemple. En effet, les travaux des universitaires américains montrent que se sont ces derniers qui sont à l'origine de la baisse du niveau du chômage et non l'amélioration des conditions économiques, puisque celles-ci se sont détériorés dans cette région comme dans l'ensemble des Etat Unis d'Amérique². Parmi les changements institutionnels ayant été effectués dans ce sens, on trouve :

- Le recouvrement des pensions alimentaires par l'intermédiaire du Trésor Public plutôt que directement par épouses divorcées,
- Décentralisation au niveau micro local de l'administration des aides,
- Transformation profondes des objectifs de l'aide (trouver un emploi plutôt que distribuer des allocations),
- Modification du mode d'allocation budgétaire des agences locales et du système d'incitation de ses employés.

¹ BENBERRA Omar, « Les politiques économiques et sociales de l'Etat : la lutte contre le chômage en Algérie », édition Berti, Alger, 2007, P230.

² BARBIER & GAUTIE, « Les politiques de l'emploi en Europe et aux Etats-Unis », édition PUF, Paris, 1998, p.60

Section 02 : Politiques de lutte contre le chômage en Algérie

Pour libéraliser le système économique algérien et pour modifier les contours juridiques et institutionnels du marché du travail dans la perspective de création d'emplois, plusieurs réformes ont été établies, pour compléter ses réformes et faire face à l'aggravation du chômage, des programmes de lutte contre ce dernier ont été mis en œuvre.

Nous pouvons classer les solutions préconisées par les pouvoirs publics en deux catégories : Des solutions passives ou traitement sociale du chômage et des solutions actives ou création réel d'emploi.

Dans les lignes suivantes on va essayer de savoir est ce que réellement ses réformes ont contribuées à réduire le chômage en Algérie ?

I.1. La réforme des institutions du marché de travail

Jusqu'aux années 1990, le marché du travail est marqué par de fortes contraintes avec notamment une interférence ouverte du politique dans le champ syndical, une grille de rémunération qui fixe les salaires et les primes dans le secteur public (SGT et institution des Primes de Rendement Individuel et Collectif) ainsi qu'une réglementation des licenciements en vue de la protection de l'emploi¹.

Une nouvelle législation, a introduit de plusieurs étapes à partir du début des réformes (lois de 1990 ; 1994 ; 1997), vise a plus de flexibilité dans le fonctionnement du marché du travail, dans le but d'atténuer la sévérité du chômage².

A l'exception du salaire minimum garanti, l'État se désengage des négociations salariales au profit de l'institution de conventions collectives à l'échelle de l'entreprise ou de la branche.

La protection de l'emploi est réduite par un assouplissement des conditions de licenciement et du temps de travail (contrats à durée déterminée ou travail à temps partiel). Enfin, le droit à la syndicalisation, la liberté syndicale et le droit de grève sont reconnus par la loi. Un cadre d'accompagnement institutionnel est progressivement mis en place en vue d'améliorer les performances de la fonction de matching (mise en place de l'Agence

¹ BELLATEF Karim, « le marché de travail en Algérie », édition Enag, Tizi Ouzou, 1999, P22.

² DAHMANI Ahmed, « l'économie de l'Algérie », édition Karthala, Alger, 2000, P 55.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

Nationale de l'Emploi et de la main d'œuvre, ANEMO), de promouvoir les politiques actives de l'emploi (Agence de Développement Social, ADS), l'investissement et l'emploi des jeunes (Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes, ANSEJ) ainsi que des subventions à l'investissement (Agence Nationale de Gestion du Microcrédit, ANGEM, et l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement, ANDI)¹.

Cette nouvelle législation reconnaît l'autonomie de l'entreprise dans la décision de licenciement économique (individuel ou par compression d'effectifs). Les contraintes législatives et administratives aux licenciements sont supprimées. L'effet global de la protection de l'emploi sur l'évolution du niveau de chômage est ambigu. D'un côté, en limitant la capacité des entreprises à licencier, par des taxes de licenciement élevées, la protection légale de l'emploi réduit l'intensité des flux de sorties du marché du travail, le taux de perte d'emplois tend ainsi à diminuer. Mais d'un autre côté, un coût élevé de licenciement réduit également les flux d'entrée et donc la création d'emplois. Par ailleurs, la protection allonge la durée du chômage, du fait de la faible mobilité (réduction des flux d'entrée et de sortie) qui fige le marché de l'emploi².

Dès lors, l'ajustement à des chocs de demande ou à des changements technologiques est lent, entraînant une perte de compétitivité des entreprises. Enfin, les coûts d'ajustement liés à la protection de l'emploi amène les entreprises en présence d'asymétrie de l'information sur le marché du travail, à ne pas s'adresser aux agences de l'emploi pour le recrutement du personnel, mais à avoir recours à des relations informelles et des contacts personnels qui révèlent probablement mieux les caractéristiques des demandeurs d'emplois, ce qui serait un facteur explicatif de la faible contribution de l'ANEMO au placement de la population occupée (moins de 5%). Toutefois, les mesures de flexibilisation ont à leur tour un coût social en termes de remise en cause des acquis sociaux et de protection sociale. Elles peuvent être la source de l'instabilité de l'emploi par l'augmentation du chômage de courte durée, et d'une instabilité des revenus face aux chocs adverses. De plus, elles n'incitent pas à entretenir une relation stable entre employeurs et employés (dans le domaine de la formation et de l'innovation).

¹ BEDAR. L, « procédure d'aide a l'emploi, ouverture d'un guichet unique », l'expression, Alger, 2008, p.54

² DJILALI Sari, « L'économie algérienne », édition Essabil, Alger, 2003, P 89.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

Pour remédier à la situation douloureuse qui a affecté le marché du travail, un système d'accompagnement passif d'assurance chômage a été mis en œuvre, suivi par un système d'accompagnement actif.

Certain de ses dispositifs entrants dans le cadre du plan d'ajustement structurel et d'autres suivant le plan de soutien à la relance économique (2001-2004) et encore d'autres sont liés aux plans complémentaires de soutien à la croissance (2005-2009). Ils ont été mis en place durant la période (1986-2000) qui a été marquée par plusieurs événements : réduction des prix des hydrocarbures ; rééchelonnement de la dette extérieure ; l'adaptation des PAS qui ont engendré la fermeture de plusieurs entreprises publiques et licenciements collectifs ; ainsi la transition de l'économie dirigée vers l'économie de marché.

I.2. La politique passive d'aide à l'emploi

L'assurance chômage vise à fournir une certaine protection au travailleur confronté au chômage économique, en réduisant l'incertitude quant à son revenu futur. Cependant, elle peut également avoir pour conséquence d'inhiber les efforts de recherche d'emploi de la personne bénéficiaire. En fait, elle peut être incitative, de fait que, le montant des indemnités perçues par le chômeur éligible à cette assurance est dégressif, passant de 100% du salaire de référence durant le premier trimestre à successivement 80%, 60% et 50% durant les trois trimestres suivants. Cette structure décroissante des indemnités devant inciter le bénéficiaire à intensifier sa recherche d'emploi au cours du temps¹.

I.3. Les politiques actives d'aide à l'emploi

On distingue trois générations :

La première génération (1988-1997), lancée dans le sillage de la révolte d'Octobre 1988, les programmes avaient pour vocation de répondre aux demandes des jeunes, de soutenir les réformes économiques et enfin de surmonter les effets du plan d'ajustement structurel. Il s'agissait d'une phase d'improvisation, d'une mesure d'urgence. Le gouvernement a réorganisé l'ANEM en 1990, en 1994 il avait créé des institutions nouvelles, telles que la CNAC pour soutenir les travailleurs licenciés lors de la mise en œuvre du plan d'ajustement structurel aussi il a instauré l'ADS pour lutter contre la pauvreté en fournissant un filet de sécurité suite à la création de plusieurs associations destinées à stimuler l'emploi

¹ KHOUA Nadjia, « L'emploi et l'insertion en Algérie », édition el Amel, Alger, 2012, P 55.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

des jeunes, notamment le ministère de la Jeunesse et des Sports et des initiatives au niveau local avec le programme ESIL¹. L'ANSEJ fut également créée en 1996, mais elle ne sera active qu'en 1998. L'objectif n'était pas réellement de créer des emplois, mais bien de lutter contre les licenciements, de fermer les entreprises non viables et de favoriser l'entrée de l'Algérie sur le marché libre du travail.

Depuis l'introduction d'un salaire minimum garanti, l'État fixe uniquement le salaire minimum et les entreprises arrêtent le salaire dans les négociations et les conventions collectives.

La deuxième génération (1998-2007) consiste en la maturation de certaines mesures et ce n'est qu'à partir de 1998 qu'on assiste à un redéploiement des agences, dans le but de promouvoir l'emploi et de lutter contre le chômage. Le PAS vient de toucher à sa fin. De nouvelles élections présidentielles sont organisées après une longue période de turbulence politique. L'ANSEJ est réactivée et finance les microentreprises. L'ADS innove avec le financement par microcrédit et le développement communautaire. Le microcrédit est détaché de l'ADS et est confié à une agence autonome, l'ANGEM, en 2004².

Dans un premier temps, l'ANEM est confrontée à une très forte demande, mais une offre de main-d'œuvre très limitée. Il était même prévu de modifier son statut. En 2006, son monopole concernant les placements a été confirmé. Le gouvernement lance un programme de modernisation de la gestion de la fonction publique nationale.

Parallèlement, la direction de l'emploi est passée sous la tutelle du ministère de la Solidarité Nationale. Les effets sur le marché du travail sont faibles, en dehors d'une baisse du taux de chômage qui est observée par l'EFT. Au cours d'une réunion de haut niveau tenue en octobre 2007, le président attire l'attention sur la mise en œuvre d'une véritable politique de l'emploi. Nous pouvons dire qu'au cours de cette période l'expérience des agences est relativement bonne.

¹ Il est remplacé par Le Dispositif d'Activités d'Insertion Sociale (DAIS) en 2009, il vise l'insertion des personnes en situation de précarité sociale, âgés entre 18 et 59 ans, dans des postes d'emploi temporaires générés par des travaux ou services, d'utilité publique et sociale, initiés par les collectivités locales, les services techniques des secteurs ainsi que d'autres partenaires du développement local (entreprises publiques et privées, artisans secteur privé, établissements et institutions intervenant dans le domaine social et des services)

² MAHFOUD Kaddache, « emploi et chômage en Algérie », édition Inas, Alger ,2009, P 63.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

La troisième génération des dispositifs date de 2008 à ce jour. D'autres programmes sont entrés en vigueur englobant les anciens dispositifs de l'emploi qui se fondent sur deux dispositifs à savoir l'aide à l'insertion professionnelle des jeunes qui s'adresse aux primo-demandeurs d'emploi et qui sont soumis par la suite à des contrats selon leur qualifications et leur formations (les contrats d'insertion des diplômés, les contrats d'insertion professionnelle et les contrats de formation /insertion), ainsi des dispositifs relatives au soutien à la création d'entreprise surtout les PME¹.

Une politique nationale de l'emploi a été rédigée en 2008 afin de fixer l'orientation des politiques et adoptée dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014. L'objectif principal était de réduire le chômage en deçà de 9 % de 2010 à 2013 suite à la création de trois millions de nouveaux emplois. Le DAIP, avec ses trois composants et son programme d'aide (CIP, CID, CFI), a été créé et intégré au sein du service public de l'emploi (ANEM). Le ministre de la Solidarité Nationale a poursuivi ses activités avec l'ADS et l'ANGEM pour les microcrédits, justifiant ainsi sa mission de lutte contre la pauvreté, nous résumons ainsi l'évolution des dispositifs de création d'emploi en Algérie de (1988-2008) dans le tableau suivant :

I.3.1. Les services de placement pour les chômeurs

Les deux agences concernées pour réduire les tensions sur le marché du travail sont l'ANEM et l'ADS. Le service public de placement est à présent devenue l'activité classique de l'ANEM. Financée par le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), l'agence a pour but de soutenir les jeunes socialement défavorisés à la recherche d'un emploi. L'ADS avait initialement pour mission de réduire la pauvreté en offrant un filet de sécurité sociale après la mise en œuvre du PAS dans les années 1990.

I.3.1.1. L'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM)

L'organisation de l'ANEM a été instituée en 2006² par un décret exécutif fixant ses missions et son organisation, depuis 2004, l'ANEM a regagné son monopole sur le placement de la main-d'œuvre: intégrant des services de placement privés, les municipalités et les entreprises doivent également s'adresser à l'ANEM pour toute vacance ou création d'emploi. L'ANEM poursuit sa modernisation afin d'améliorer son service public. De 1990

¹ TAHALITE Ahmed, « les indicateurs macroéconomiques en Algérie », édition Inas, Alger, 2013 , P 31.

² Décret de 1986 sur la réorganisation de l'ANEM

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

à 2004, tous les employeurs étaient obligés d'informer l'ANEM de toute vacance d'emploi, aucune condamnation et aucune pénalité n'étaient toutefois imposées s'ils ne le faisaient pas. Depuis 2004¹, ils risquent désormais d'être condamnés ou pénalisés, sauf la fonction publique. Les vacances d'emploi pour les fonctionnaires sont publiées sur le site web de la direction de la fonction publique. En plus de l'investissement public, l'agence a bénéficié d'un autre soutien financier pour la formation (France, UE et PNUD).

L'agence occupe 3 097 personnes pour l'exécution de sa mission et offre ses services dans tout le pays. En dehors de sa mission classique, l'ANEM a également un nouveau programme pour l'emploi des jeunes depuis 2008.

L'activité classique de l'ANEM consiste à placer les travailleurs en se basant sur l'offre et la demande d'emploi. Ses activités se sont accélérées, passant de 132 000 postes vacants en 2006 à 234 000 en 2010 avant de redescendre à 182 903 en 2017.

En détail, les nouvelles demandes d'emploi enregistrées durant le premier trimestre de l'année 2017 ont atteint 218 601 demandes. Quant aux offres d'emploi enregistrées durant ce même mois, elles sont de 116 616 postes. Par secteur, on trouve celui de l'industrie qui domine avec 37 996 offres suivi par celui du BTPH avec 33 459 offres toujours en mars. Les placements effectués durant le mois de mars ont atteint 92 394 créations d'emplois. Quant aux offres d'emploi non satisfaites elles ont atteint 31 621².

En 2008, en plus de sa mission principale de placement sur le marché du travail, l'ANEM a également hérité de la gestion de programmes d'emploi pour les jeunes qui ont été formulés en tenant compte de la «politique nationale de l'emploi», faisant suite à l'intégration du DAIP qui a trois composantes : le contrat d'insertion des diplômés (CID)³ ;

¹ Loi n° 04-19 du 25 décembre 2004 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi qui permet au secteur privé de s'engager dans l'activité d'investissement, en particulier suite à la ratification de la convention 181 adoptée par l'Organisation internationale du travail (OIT) en 1997 et entrée en vigueur en 2000.

² Informations statistiques pour le site web de l'anem, [en ligne], www.anem.dz/ressources/pdf/2017, [page consultée le 15/04/2023 à 15h3min]

³ Destiné aux primo-demandeurs diplômés de l'enseignement supérieur ou qui sont des techniciens supérieurs qui bénéficient d'une aide pour la priorité de recrutement durable dans le cadre de l'économie publique et privée Cette mesure remplace le contrat de pré-emploi (CPE) pour les diplômés

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

le contrat d'insertion professionnelle (CIP)¹ ; et le contrat de formation insertion (CFI)², comme l'indique le tableau suivant:

Tableau 1: Le bilan des placements dans le cadre du dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle (DAIP) de 2013 à 2016

<i>Contrats</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>
CIP	43 548	39 745	4 200	2 196
CID	43 939	37 566	5 622	3 357
CFI	51 486	36 106	2 990	2 063
Total secteur économique	113328	94 142	113300	7 281
Total secteur administratif	25 645	19275	1 482	335
Total	138973	113417	95084	68287

Source : site web de l'ANEM (www.anem.dz, consulté le 20/05/2023).

On remarque une baisse considérable d'une année à l'autre dans les activités de l'ANEM. Une autre mesure – le contrat de travail aidé (CTA) – a également été mise en œuvre ces dernières années, la couverture de ce programme a augmenté au fil des années. Ainsi, en 2009, seuls 8 000 bénéficiaires pour les trois volets ont été en mesure d'obtenir un emploi officiel en 2010. Le volume a augmenté en 2011, passant à 24 000 personnes qui ont pu obtenir un contrat permanent au sein d'entreprises grâce à une contribution de l'État qui s'est engagé à subventionner les salaires pendant trois ans. En 2012, l'ANEM a enregistré environ 41 000 recrutements pour la mesure CTA, mais ses chiffres ont baissé ses dernières années, à 39 445 en 2015 encore à 35 302 en 2016.

¹ Destiné aux jeunes de l'enseignement secondaire de l'éducation nationale et des centres de formation professionnelle (CFPA) (ou ayant suivi un stage d'apprentissage) À la fin du CIP, l'ANEM peut proposer un contrat de travail aidé (CTA) au sein de l'entreprise. En cas de refus, la personne perd le droit à rester sous CIP.

² Destiné aux jeunes demandeurs d'emploi sans formation ni qualification ; ces jeunes sont placés soit dans divers projets de travail initiés par les autorités locales, soit dans divers secteurs pendant la durée du projet, soit en formation auprès d'artisans

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

I.3.1.2. L'Agence de Développement Sociale(ADS)

L'ADS¹ a été créée en 1996, son action principale est la réduction de la pauvreté, la lutte contre le chômage, l'exclusion sociale et la gestion de tous les programmes pour l'emploi en faveur des défavorisés² : le contrat de pré-emploi (CPE) ; l'emploi salarié d'initiative locale (ESIL) ; les travaux d'utilité publique à haute intensité de main-d'œuvre (TUP-HIMO) ; et l'indemnité pour activité d'intérêt général (IAIG). Au titre du plan d'ajustement structurel. Ces programmes ciblent également l'insertion sociale de demandeurs d'emploi, en particulier de jeunes diplômés pour une durée limitée d'un an qui est financé par le fond social de développement, sur fonds du trésor de l'Etat.

Les programmes gérés par l'ADS incluent des mesures visant à favoriser l'insertion des jeunes. Il est établi que les personnes qui ont participé à l'un de ces programmes acquerront des compétences de travail et de l'expérience, ce qui renforcera leur capacité à être employé sur le marché du travail.

L'ESIL et l'IAIG sont des programmes presque identiques la seule différence entre les deux est le niveau de rémunération accordé qui est de 3000 DA/mois pour l'IAIG et 2500 DA/mois pour l'ESIL, ils offrent une prime pour les travaux publics principalement dans les services publics et d'autres écoles publiques. Ils mènent également d'autres programmes communautaires pour les villages ruraux, parfois avec des assistantes internationales.

TUP-HIMO vise deux objectifs : le traitement économique du chômage notamment des jeunes et l'assistance sociale des catégories de population défavorisées ou vulnérable. Ce programme vise la création massive d'emplois temporaires par l'organisation des chantiers de travaux portant sur l'entretien des réseaux routiers et hydrauliques, et la préservation de l'environnement et du patrimoine forestier.

La réalisation de ce programme s'est déroulée en deux phases :

- La première phase dite pilote a été lancée en 1997 et achevée en 2000, son financement a été assuré par un prêt extérieur accordé par la BIRD d'un montant de 50 millions de dollars US, soit l'équivalent de 4,13 milliards de DA, pour 3846 chantiers.

¹ Décret exécutif n° 96232 du 29 juin 1996, modifié par l'ordonnance exécutive n° 03241 du 2 juillet 2003

² BARBIER Jean Paul, l'intermédiation dans le marché du travail dans les pays de Maghreb, BIT, Genève, OIT, 2006, p.35

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

– Durant cette phase, ils y'avait une création de 42000 emplois, le coût d'un emploi est estimé à 99 000 DA.

– La deuxième phase est associée au plan triennal de soutien à la relance économique 2001-2004.

L'ADS gestionnaire du programme, bénéficie d'une enveloppe complémentaire d'un montant de 9 milliards de dinars en vue de créer 22 000 emplois équivalent permanents par an, à ce titre une enveloppe financière a été dégagée pour l'exercice 2001 d'un montant de 2,8 milliards de DA, dont 1,8 milliard de DA proviennent de la dotation ADS et 1 milliard de DA du programme de soutien à la relance économique pour la création de 22 000 emplois.

Le CPE est un dispositif d'insertion professionnel des jeunes financé par le compte d'affectation spéciale du trésor consacré à l'emploi des jeunes FNSEJ, géré par l'ANSEJ, il est domicilié à l'ADS pour sa gestion dans un cadre conventionnel en vertu de l'accord avec l'ENSEJ de 21 juin 1998¹, stipulant les conditions d'utilisation des ressources disponibles. Ce programme de lutte contre le chômage des jeunes diplômés (décret exclusif 98/402 du 02/12/98) s'adresse à la catégorie des jeunes âgés de 19 ans et plus, diplômés de l'enseignement supérieur (BAC+4ans) et des instituts nationaux de formation (technicien supérieur) primo-demandeurs d'emploi.

A partir de 1999 à 2009 les emplois créés dans le cadre de CPE a atteint 314 595 emplois.

L'Algérie dispose des programmes d'insertion sociale qui diffère d'un programme à un autre, comme l'indique le tableau suivant :

¹ Décret exclusif n° 98-402 de 02/12/98 circulaire MTPS/n° 008 du 20/06/98

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

Tableau 2: Les programmes d'insertion sociale en Algérie

Programme¹	Nature	Durée	Rémunération
Programme d'intégration des diplômés (PID)	Dispositif ciblant les jeunes diplômés universitaires et les techniciens sans revenus se trouvant dans une situation précaire ou souffrant d'un handicap. Second critère: être âgés de 19 à 35 ans et être sans revenus.	1 an, renouvelable une fois	Diplômés universitaires: 10 000 DZD/mois Techniciens: 8 000 DZD/mois +assurance sociale à charge de l'État
Indemnité pour les activités d'intérêt général (AIG)	Son objectif est l'intégration sociale de personnes défavorisées en âge de travailler. Elle s'adresse aux catégories sociales qui n'ont pas de revenus.	1 an, renouvelable, mais peut être indéterminé en fonction des réalités locales	3 000 DZD/mois + assurance sociale à charge de l'État
Programme d'activité d'insertion sociale (DAIS) remplace-le programme ESIL (emplois salariés)	Cette mesure vise à placer des chômeurs, âgés de 18 à 59 ans, sans qualification, à des postes intérimaires	2 ans, renouvelable deux fois	6 000 DZD/mois + assurance sociale à charge de l'État

¹ Développés par le ministère de la Solidarité nationale forment un instrument destiné à combattre la pauvreté et le chômage des jeunes. Il est géré par l'Agence de développement social au niveau national et mis en œuvre au niveau local par les départements d'action sociale (DAS).

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

d'initiative locale) et l'indemnité pour les activités d'intérêt général (IAIG) depuis MARS 2012	sur des chantiers publics ou d'intérêt général lorsque des entreprises ou des administrations publiques en font la demande.		
--	---	--	--

Source : Site web de l'ADS (WWW.ADS.DZ).

Les activités de l'ADS ont tendance à diminuer ces dernières années, en 2010, 48 000 ont bénéficié du PID. Ce chiffre a chuté à 42 000 en 2011 et 13 000 à la fin 2012. Le DAIS connaît une tendance similaire, passant de 90 000 bénéficiaires en 2010 à moins de 37 000 à fin 2012 après une légère hausse en 2011. L'IAIG reste attrayant puisqu'il est parvenu à attirer 252 000 bénéficiaires à la fin 2012. Il a toutefois fusionné avec le DAIS en 2012. TUP-HIMO suit une tendance similaire avec une baisse d'activité d'une année à l'autre. Le nombre d'emplois générés par les divers projets entrepris dans le cadre de ce programme grâce à cette mesure a été estimé à 33 000 en 2010, 24 000 en 2011 et 19 000 seulement en 2012.

I.3.2. Les services publics d'aide à la création de micro-entreprises

Trois agences (ANSEJ, CNAC et ANGEM) sont associées à l'aide et à la création d'activités en encourageant l'esprit d'entreprise, non seulement parmi les jeunes, mais aussi parmi d'autres groupes sociaux.

I.3.2.1. L'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ)

L'ANSEJ a été créée en 1996¹, elle soutient l'emploi des jeunes personnes âgées de 19 à 35 ans, voire 40 ans dans le cas des dirigeants² et vise à encourager la création et l'expansion des activités de production de biens et de services par les jeunes entrepreneurs

¹ Arrêté exécutif n° 96296 du 8 septembre 1996 établissant et déterminant le statut de l'Agence nationale de soutien de l'emploi des jeunes, modifié et complété par l'arrêté exécutif n° 98231 du 13 juillet 1998 et l'arrêté exécutif n° 03288 du 6 septembre 2003

² Décret exécutif n° 03-290 du 6 septembre 2003 fixant les conditions et le niveau d'aide apportée aux jeunes promoteurs.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

à travers le programme de micro-entreprise. Cette exigence d'âge est soutenue par une qualification et/ou un savoir-faire reconnu.

L'ANSEJ a pour missions principales

- De soutenir, de conseiller et d'accompagner les jeunes promoteurs dans le cadre de la mise en œuvre de leurs projets d'investissement ;
- De financer des projets initiés par des jeunes entrepreneurs ;
- D'assurer le suivi des investissements réalisés par les jeunes.
- Pour améliorer le fonctionnement du dispositif et élargir son champ d'intervention certaines mesures sont entrées en vigueur en 2004, il s'agit de :
 - Le relèvement de seuil d'investissement de 4 millions à 10 millions de dinars ;
 - La baisse des niveaux de participation des jeunes en fonds propre a 5% pour les projets dans les coûts d'investissements et égale ou inférieure a 2 millions de dinars et de 10% pour les projets dont le coût est compris entre 2 et 10 million de dinars ;
 - La défiscalisation des véhicules de tourisme ;
 - La franchise de TVA sur les services.
 - La révision à la baisse de l'apport personnel des promoteurs qui est passé de 10% à 1 et 2%¹.

I.3.2.2. La Caisse National d'Assurance Chômage (CNAC)

La perte d'emploi pour raison économique à partir de 1994 suite à l'application du plan d'ajustement structurel a poussé les pouvoirs publics à mettre en exécution un dispositif d'emploi dénommé la caisse nationale d'assurance chômage (CNAC). Il consiste à préserver des postes de travail pour les entreprises en difficulté mais toujours en activité et l'aide au retour à l'emploi.

¹ Avancer par Zaidi.F, directeur général de l'emploi et l'insertion au ministère du travail lors de son passage a l'émission l'invité de la rédaction de la radio chaîne 3.

I.3.2.2.1. Les dispositifs de protection des travailleurs et aides à la réinsertion gérée par la (CNAC)

A. Les Centres de Recherche d'Emploi (CRE)

La création des CRE est une mesure destinée aux chômeurs qui désirent retrouver un emploi salarié. Ces centres visent à rendre autonomes les candidats en mettant à leur disposition une équipe de conseillers à l'emploi qui les encadre dans leur recherche d'emploi.

Selon la CNAC, les personnes concernées sont :

- Tout travailleur ayant perdu son emploi de façon involontaire et pour raisons économiques ;
- Les personnes ne possédant pas en matière de recherche d'emploi, les compétences et/ ou la confiance en soi, nécessaire pour se mettre en valeur auprès des employeurs ;
- Les personnes désirant retrouver un emploi salarié.

La session de formation dure trois (03) semaines et concerne un groupe entre 12 à 15, participants qui se rencontrent quotidiennement, sous la direction d'un animateur compétent qui fournit le soutien, l'information et le matériel nécessaire au groupe. Selon la CNAC, 25 à 30% des clients, retrouvent un emploi après avoir suivi une session de C.R.E.

B. Les Centres d'Aide au Travail Indépendant (CATI)

C'est la caisse nationale d'assurance chômage qui est à l'origine de ces deux initiatives. Les centres d'Aide au Travail Indépendant (CATI) qui apportent une aide organisée et spécifique à la création d'un travail indépendant, ont été mis en œuvre en collaboration avec des experts canadiens. Le chômeur intéressé par cette mesure et inscrit à la CNAC, est pris en charge pendant 10 semaines par des experts algériens et canadiens lors du lancement de la première expérience en 1996. Le demandeur d'emploi apprendra durant cette période à développer ses capacités en matière de montage de projets. En plus précis, le chômeur va murir une idée pour en faire une activité réelle avec les conseils et l'aide des experts du CATI.

Les personnes visées sont celles très motivées et désireuses de lancer des petites entreprises, qui trouvent en ce programme un appui inestimable en expertise dans l'élaboration de projets, le montage et le démarrage d'une entreprise. Dans ce cadre et selon

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

la CNAC, plus de 1500 porteurs de projets ont bénéficié des services proposés par les CATI (1441 projets gérés par les conseillers dont 160 entrés en activité, 270 en prédémarrage et 1099 inscrits dans le cadre du microcrédit.

C. La formation de reconversion

La (CNAC) propose à ses allocataires de suivre une formation en vue d'améliorer l'employabilité. Depuis l'année 2007 elle a pris en charge le versement du différentiel de cotisations sociales et des subventions à l'emploi accordées aux employeurs qui embauchent des chômeurs sur une période d'au moins une année.

D. L'Aide aux Entreprises en Difficulté (AED)

C'est la Caisse nationale d'assurance chômage qui est à l'origine de cette initiative. Ce dispositif a été lancé en juillet 2000, dans le but de la sauvegarde des entreprises et la préservation des emplois. Cette aide prend trois formes :

- Une aide de la part de la caisse au titre de ses missions qui porterait sur l'employabilité, la formation, la reconversion, le CATI, le CRE ;
- Une aide par la recapitalisation des entreprises en difficulté dans le but de leur apporter de l'argent et, d'utiliser les droits découlant du statut d'associé, pour faciliter l'exploitation sous forme d'apport ;
- Une aide pour l'accompagnement de ces entreprises auprès des bailleurs.

I.3.2.2.2. L'Agence Nationale de Gestion de Microcrédit (ANGEM)

L'Agence Nationale de Gestion du Micro Crédit (ANGEM), créée en 2004, représente un outil de lutte contre le chômage et la précarité visant le développement des capacités individuelles des personnes en créant leur propre activité. Il est destiné pour les citoyens sans revenus ou disposant de revenus instables et irréguliers et les femmes au foyer. Il vise l'intégration économique et sociale des citoyens ciblés à travers la création d'activités de production de biens et services.

Ce dispositif permet d'obtenir un petit crédit bancaire d'une durée de 6 à 12 mois variant en fonction du coût global de l'activité et ne pouvant excéder 95% du coût globale l'activité, lorsque ce dernier est supérieur à 50 000 DA et égal ou inférieur à 100 000 DA. Ce niveau est porté à 97% du coût global de l'activité, lorsque le bénéficiaire détient un diplôme ou un titre équivalent reconnu et/ou l'activité est implantée dans une zone spécifique

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

(au niveau du sud ou des hauts plateaux). Il est porté à 70% du coût global de l'activité, lorsque ce dernier est supérieur à 100 000DA et égal ou inférieur à 400 000 DA. Un taux d'intérêt bonifié est accordé aux promoteurs selon l'activité projeté, ou l'implantation du projet (zone spécifique).

Instrument de réalisation de la politique du gouvernement pour la lutte contre le chômage et la précarité, l'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit a pour missions :

- De gérer le dispositif du microcrédit conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ;
- De soutenir, conseiller et accompagner les bénéficiaires dans la mise en œuvre de leurs activités ;
- D'octroyer des prêts non rémunérés ;
- De notifier aux bénéficiaires dont les projets sont éligibles au dispositif les aides qui leur sont accordées ;
- D'assurer le suivi des activités réalisées par les bénéficiaires en veillant au respect des clauses des cahiers des charges qui les lient à l'agence et en les assistant, en cas de besoins, auprès des institutions et organismes concernés par la mise en œuvre de leurs projets.

A ce titre, l'agence est chargée notamment :

- De constituer une base de données sur les activités et les bénéficiaires du dispositif ;
- De conseiller et d'assister les bénéficiaires du dispositif du microcrédit dans le processus du montage financier et de mobilisation des crédits ;
- D'entretenir des relations continues avec les banques et établissements financiers dans le cadre du montage financier des projets, de la mise en œuvre du schéma de financement et du suivi de la réalisation et de l'exploitation des projets et de participer au recouvrement des créances non remboursées dans les délais ;
- De passer des conventions avec tout organisme, institution ou organisation ayant pour objet de faire réaliser, pour le compte de l'agence, des actions d'information, de sensibilisation et d'accompagnement des bénéficiaires du micro crédit dans la mise en œuvre de leurs activités.

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

Depuis sa création, l'ANGEM a soutenus plus de 450 000 projets. Au regard des statistiques publiées par cet organisme, on note que 60 % des projets soutenus ont eu comme promotrices des femmes : soit environ de 273504 projets. Une telle situation illustre non seulement une réelle volonté des autorités algérienne d'insérer la femme dans la vie active, mais aussi une implication des femmes algériennes dans des activités économiques créatrices de richesse dont elles étaient souvent exclues.

En outre, au regard du type d'activités financées par l'ANGEM on note que 35 % des projets concernent le secteur industriel, soit un peu plus de 157191 prêts. La répartition des prêts par secteurs d'activité classe en premier lieu, la petite industrie avec 34%, les services avec 22%, l'artisanat avec 20% l'agriculture et les BTP en dernier rang avec 17% et 7% respectivement. Mais depuis 2012 l'évolution moyenne annuelle se situe aux alentours de 100 000 prêts accordés par an. Cette forte évolution est la conjonction de plusieurs facteurs liés à l'assouplissement des démarches administratives, au soutien de l'engagement bancaire dans ce type de projets, à l'engagement entrepreneurial des candidats à ce type de projets et à l'implication des femmes dans la vie entrepreneuriale. En matière d'emploi, il a été créé 4994 emplois en 2005. Ce nombre est passé à 457 007 emplois en 2011 à 176 515 en 2014 mais seulement 32 045 en 2016.

Conclusion

Le chômage est une énigme, dont les conséquences affectent l'individu et l'économie, il est à l'origine des tensions sociales.

Les pouvoirs publics ont pour rôle crucial de définir l'orientation de la politique de l'emploi. L'action gouvernementale est essentielle pour mettre les marchés au service de la croissance et pour que les travailleurs en recueillent les fruits. Les objectifs des pouvoirs publics ont énormément d'incidence sur les travailleurs, qu'il s'agisse d'assurer un bon rythme de croissance, de définir les normes de travail ou de garantir un emploi sûr. Tous ces choix sont cependant fonction des réalités politiques nationales qui ne sont pas toujours propices aux intérêts des travailleurs

Pour lutter contre le chômage et remédier la dégradation du marché de travail, l'Etat Algérien introduit alors une politique de promotion de l'emploi avec le soutien financier de l'État et ciblant les jeunes demandeurs d'emploi. Cette politique allait se développer dans le cadre des dispositifs de promotion et de préservation de l'emploi à savoir l'ANSEJ,

Chapitre II Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et étude de cas en Algérie

ANGEM, DAIP, ADS et CNAC, qui sont de plus en plus diversifié et dont la mise en œuvre et le développement se poursuit à ce jour. Des modifications ont été introduites dans chaque dispositif en vue de combler les déficiences. Par ailleurs, la contribution des dispositifs pour la lutte contre le chômage dans ses dernières années diminue et les emplois créés dans le cadre de ses dispositifs sont en majeure temporaire, traduisant une politique d'emploi fragile, qui s'intéresse à faire employer et non pas à créer des emplois et n'assurent en aucun cas un avenir certain aux jeunes travailleurs.

Chapitre III

*L'impact de la
réglementation en vigueur
sur le taux de chômage en
Algérie : Une analyse Logit*

Introduction

Dans le cadre théorique et conceptuel de notre étude sur l'impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage en Algérie ainsi que les politiques de lutte contre le chômage. Notre étude est axée sur la vérification de l'existence d'une relation entre les politiques économiques et les différentes variables macroéconomiques prises en compte dans notre analyse, à savoir taux de chômage, l'investissement, le PIB, le taux d'inflation et le taux de croissance démographique. Afin de vérifier cette relation, nous avons opté pour une analyse économétrique en utilisant le modèle Logit binaire. Cette approche nous permettra d'examiner de manière rigoureuse comment la réglementation a influencé le taux de chômage dans le pays au cours de la période considérée, à savoir de 1991 à 2022.

Nous espérons que cette analyse nous permettra de mieux comprendre comment la réglementation a façonné le marché du travail dans le pays et d'identifier les facteurs économiques clés qui ont influencé le taux de chômage au fil du temps.

Section 01 : La modélisation logistique : Logit binaire

Dans cette section, nous présenterons la modélisation logistique en mettant l'accent sur la loi logistique. Cette loi statistique est couramment utilisée dans la pratique pour l'estimation des modèles qualitatifs binaires, tels que le modèle logit. Ce dernier permet d'analyser et de prédire des variables dépendantes binaires en utilisant des variables explicatives. La loi logistique offre une approche robuste pour modéliser les relations entre les variables et estimer les paramètres associés. Cette méthode statistique est largement utilisée dans la recherche économique et sociale pour comprendre les facteurs qui influencent les choix et les décisions des individus.

II.1. Le modèle Logit

Le modèle logit présente une double nature. D'une part, il s'agit d'un modèle de régression utilisé lorsque la variable dépendante est binaire. D'autre part, il constitue une alternative à l'analyse discriminante linéaire. Le logit peut également être interprété comme un modèle économique basé sur le choix discret. En effet, le modèle logit suit une loi de type logistique si la fonction de répartition des erreurs est une loi logistique.

La fonction de répartition de logit binaire est comme suivie :

Chapitre III L'impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage en Algérie : Une analyse Logit

$$P_i = \phi(\beta_0 + \beta_1 X_i) = \frac{1}{1 + \exp(-(\beta_0 + \beta_1 x_i))}$$

La fonction Logit pourra se transformer, si nous notons P_i la probabilité que P ($Y_i = 1$), on aura, la représentation suivante :

$$\frac{\log(P_i / (1 - P_i))}{1 - P_i} = X_i \beta \Rightarrow \frac{P_i}{\log(P_i / (1 - P_i))} = Y_i * = X_i \beta + \varepsilon_i$$

$\frac{P_i}{1 - P_i}$ Est la probabilité relative au choix $Y_i=1$

II.2. Estimation du modèle logit

L'estimation d'un modèle logit repose sur la maximisation de la vraisemblance. La méthode de vraisemblance consiste à calculer la probabilité d'observer un échantillon de données en fonction des paramètres du processus qui les a générées. La vraisemblance est définie comme la probabilité de l'échantillon donnée les paramètres du modèle. Au cours de l'estimation, l'objectif est de trouver les paramètres qui maximisent cette vraisemblance, c'est-à-dire les paramètres qui rendent l'échantillon observé le plus probable. Cette approche permet d'obtenir les estimations les plus plausibles des paramètres du modèle logit, qui sont ensuite utilisées pour effectuer des analyses et des prédictions. Elle est donnée par :

$$L(\mathbf{y}, \mathbf{x}, \boldsymbol{\beta}) = \prod_{i=1}^N L(y_i, x_i, \boldsymbol{\beta})$$

Où N : Taille de l'échantillon constitué de paires $\{y_i, x_i\}$;

$i = 1, 2, \dots, N$;

y_i : Variable dépendante ;

x_i : Variable explicative.

$\boldsymbol{\beta}$: les paramètres du modèle ;

ε_i : le terme d'erreur

Dans le modèle logit l'équation de vraisemblance est écrit comme suit :

$$L(\mathbf{y}, \mathbf{x}, \boldsymbol{\beta}) = \prod_{i=1}^N L(y_i, x_i, \boldsymbol{\beta})$$

$$L(y, x, \beta) = \prod_i \pi_i = \prod_i \left[\frac{1}{1 + \exp(x_i \beta)} \right]^{1 - y_i} \left[\frac{\exp(x_i \beta)}{1 + \exp(x_i \beta)} \right]^{y_i}$$

Soit $f(y_i, x_i, \beta)$ la probabilité de densité conjointe associée au couple $\{y_i, x_i\}$ où $f(\cdot)$ est une fonction croissante à valeurs positives et β un vecteur $K \times 1$ de paramètres.

Section 02 : Estimation du Logit binaire

L'économétrie repose sur l'analyse de nombreuses variables uniques, et un modèle économétrique comprend plusieurs composantes essentielles : les variables à expliquer, les variables explicatives, les perturbations et les paramètres. Dans cette section, nous nous concentrons sur la présentation des variables utilisées pour étudier l'impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage en Algérie de 1991 à 2022, en utilisant un modèle Logit binaire.

II.1. Le choix des variables

La représentation économétrique repose sur l'utilisation de différentes variables endogènes et exogènes. Les variables à expliquer sont la politique, tandis que les variables explicatives comprennent le taux de chômage, l'investissement (FBCF), le produit intérieur brut (PIB), le taux d'inflation et le taux de croissance démographique. Les perturbations reflètent les influences inexplicables, tandis que les paramètres quantifient l'effet des variables explicatives sur le taux de chômage. En considérant ces composantes, nous serons en mesure de mener une analyse approfondie de l'impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage en Algérie à travers notre modèle logit binaire.

II.1.1. Taux de chômage

Le taux de chômage est une variable essentielle dans notre étude. Il représente la proportion de la population active qui est sans emploi. En incluant le taux de chômage comme variable dépendante, nous cherchons à évaluer l'impact des réglementations sur le marché du travail sur cette mesure clé du chômage en Algérie. Nous souhaitons déterminer si certaines réglementations peuvent influencer le taux de chômage de manière significative.

II.1.2. Formation brute de capital fixe (FBCF)

La FBCF mesure les investissements en capital réalisés dans l'économie algérienne. En incluant cette variable explicative, nous cherchons à tenir compte de l'effet des investissements sur le marché du travail et le taux de chômage. Les investissements accrus

Chapitre III L'impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage en Algérie : Une analyse Logit

peuvent stimuler l'activité économique, favoriser la création d'emplois et potentiellement réduire le taux de chômage.

II.1.3. Produit intérieur brut (PIB)

Le PIB est une mesure globale de la production économique d'un pays. En incluant le PIB dans notre analyse, nous cherchons à capturer l'effet général de la croissance économique sur le marché du travail et le taux de chômage en Algérie. Une économie en expansion peut générer plus d'opportunités d'emploi, ce qui pourrait se traduire par une diminution du taux de chômage.

II.1.4. Taux d'inflation

Le taux d'inflation mesure la variation des prix des biens et services dans l'économie algérienne. Nous avons inclus cette variable pour évaluer l'impact de l'inflation sur le marché du travail et le taux de chômage. Une inflation élevée peut avoir des conséquences négatives sur l'emploi, notamment en réduisant le pouvoir d'achat des consommateurs et en affectant la compétitivité des entreprises. Ainsi, une inflation plus élevée peut potentiellement entraîner une augmentation du taux de chômage.

II.1.5. Taux de croissance démographique

Le taux de croissance démographique mesure la variation du nombre d'habitants dans une population donnée. En incluant cette variable dans notre analyse, nous tenons compte de l'impact de la croissance démographique sur le marché du travail et le taux de chômage en Algérie. Une population en expansion peut créer une pression supplémentaire sur le marché du travail, ce qui pourrait potentiellement augmenter le taux de chômage si les opportunités d'emploi ne suivent pas le rythme de la croissance démographique.

Ces variables ont été soigneusement sélectionnées en fonction de leur pertinence économique et de leur potentiel d'influence sur le marché du travail et le taux de chômage en Algérie durant les années 1991-2022. En les incluant dans notre analyse, nous cherchons à obtenir une compréhension approfondie de l'impact des réglementations sur le marché du travail, ainsi que sur le taux de chômage dans le pays. Les sources de données sont exprimées en pourcentage et extraites de la base de données de la banque mondiale de la période 1991-2022.

II.2. Estimation du modèle Logit sur les variables choisies

L'estimation du modèle Logit binaire a été réalisée à l'aide du logiciel Eviews 12. Les variables explicatives sont basées sur un ensemble de 32 observations. En ce qui concerne la variable dépendante « politique de lutte contre le chômage », celle-ci est représentée sous forme binaire, prenant des valeurs de 0 et 1, comme suit :

$$\begin{cases} Y_i = 0 \text{ non instauration de la politique} \\ Y_i = 1 \text{ instauration de la politique} \end{cases}$$

Tableau 3: Estimation du modèle Logit

Variable	Coefficient	Prob
C	686.3736	0.0000
Chômage	-1323.028	0.0000
Demo	-35069.66	0.0000
Inflation	455.7491	0.0000
LR statistic=41.18346	Prob(LR STATISTIC) 0.000000	R ² Mc 90%

Source : Elaboré par nous-même, tiré des résultats du logiciel Eviews 12

II.3. Interprétation des résultats d'estimation du modèle logit

L'équation de l'estimation du modèle :

$$Y_i = \beta_0 + \beta_1 \text{ chomage} + \beta_2 \text{ demo} + \beta_3 \text{ inflation} + \varepsilon_t$$

$$Y_i = 686.3736 + (-1323.028) \text{ chomage} + (-35069.66) \text{ demo} + 455.7491 \text{ inflation} + \varepsilon_i$$

II.3.1. Validation statistique du modèle

Afin de valider statistiquement le modèle, il est essentiel de tester la significativité des coefficients estimés des variables explicatives. Cette étape consiste à comparer la probabilité associée à chaque coefficient de variable avec un seuil de risque α , au seuil de 5% ou 10%.

A. Le test sur les paramètres

La constante

$$\begin{cases} H0 : \beta_0 = 0 \text{ Si la probabilité } > \alpha \text{ on accepte } H0 \\ H1 : \beta_0 \neq 0 \text{ Si la probabilité } < \alpha \text{ on accepte } H1 \end{cases}$$

Le seuil $\alpha = 0,05$

La P-Value (prob) de la constante est de (0,0000) et inférieure au seuil de risque $\alpha = 0.05$, donc elle est significative, on accepte H1.

Le taux de chômage

$$\begin{cases} H0 : \beta_1 = 0 \\ H1 : \beta_1 \neq 0 \end{cases}$$

La P-Value (probabilité) du chômage est de (0,0000) < au seuil $\alpha = 0,05$, donc elle est significative on accepte H1. La variable chômage contribue à l'explication de Y_i (l'instauration de la politique).

Le taux de la croissance démographique

$$\begin{cases} H0 : \beta_2 = 0 \\ H1 : \beta_2 \neq 0 \end{cases}$$

La P-Value de Demo est de (0,0000) < au seuil $\alpha = 0,05$, donc elle est significative on accepte H1, la variable Demo contribue à l'explication de Y_i (l'instauration de la politique) .

Le taux d'inflation

$$\begin{cases} H0 : \beta_3 = 0 \\ H1 : \beta_3 \neq 0 \end{cases}$$

Le seuil $\alpha = 0,05$

La Probabilité de l'inflation est de (0,0000) < $\alpha = 0,05$, donc elle est significative on accepte H1, la variable inflation contribue à l'explication de Y_i (l'instauration de la politique).

Chapitre III L'impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage en Algérie : Une analyse Logit

Pour la variable de PIB et la FBCF on les a supprimées de notre modèle, car elles ne sont pas significatives et elles ne contribuent pas à l'explication de Y_i .

B. Test de significativité globale du modèle

Nous effectuons une comparaison entre le rapport de vraisemblance (LR) obtenu à partir de la sortie du logiciel et la statistique du test du khi-deux tabulée avec k degrés de liberté, où k représente le nombre de variables explicatives (dans notre cas, $k = 3$).

Si $LR > \chi^2$ on accepte H_1 Il existe au moins un coefficient significatif

Si $LR < \chi^2$ on accepte H_0 Aucun coefficient n'est significatif

Dans notre cas, la valeur du test du khi-deux tabulée au degré de liberté pour $k=3$, avec un seuil de 5% donc χ^2_3 est égale à 7.815.

La statistique $LR = 41.18346$, donc elle est supérieure à la valeur du test du khi-deux tabulée ($41.18346 > 7,815$). Nous acceptons l'hypothèse (H_1) selon laquelle il existe au moins un coefficient significatif. Cela confirme que le modèle est globalement significatif sur le plan statistique.

C. Test de qualité d'ajustement

R^2 McFadden = 0,90 => il est proche de 1 donc la qualité d'ajustement est bonne, le modèle est ajusté.

D. Test sur la qualité prévisionnelle du modèle

Pour évaluer les capacités prédictives du modèle, nous avons utilisé la table de prédiction figurant dans le tableau 4. Cette table nous permet de comparer la probabilité estimée pour chaque individu d'appartenir à la catégorie $Y_i = 1$ ($P(\text{Dep} = 1)$) avec un seuil arbitraire de 50%, par rapport à la valeur réelle observée de Y_i , qui peut être soit 0 ou 1.

Pour cette application, nous avons 11 observations pour lesquelles ($Y_i=0$) le modèle indique que 11 observations ont une probabilité estimée que la politique de lutte contre le chômage soit correctement prévue, supérieure à 50%.

Pour 21 observations pour lesquelles ($Y_i=1$) le modèle indique que 21 observations ont une probabilité estimée que la politique de lutte contre le chômage soit correctement prévue.

Tableau 4: Table de prédictions et des résultats attendus

Expectation-Prediction Evaluation for Binary Specification						
Equation: UNTITLED						
Date: 05/25/23 Time: 19:05						
Success cutoff: C = 0.5						
	Estimated Equation			Constant Probability		
	Dep=0	Dep=1	Total	Dep=0	Dep=1	Total
P(Dep=1)<=C	11	0	11	0	0	0
P(Dep=1)>C	0	21	21	11	21	32
Total	11	21	32	11	21	32
Correct	11	21	32	0	21	21
% Correct	100.00	100.00	100.00	0.00	100.00	65.63
% Incorrect	0.00	0.00	0.00	100.00	0.00	34.38
Total Gain*	100.00	0.00	34.38			
Percent Gain**	100.00	NA	100.00			
	Estimated Equation			Constant Probability		
	Dep=0	Dep=1	Total	Dep=0	Dep=1	Total
E(# of Dep=0)	11.00	0.00	11.00	3.78	7.22	11.00
E(# of Dep=1)	0.00	21.00	21.00	7.22	13.78	21.00
Total	11.00	21.00	32.00	11.00	21.00	32.00
Correct	11.00	21.00	32.00	3.78	13.78	17.56
% Correct	100.00	100.00	100.00	34.38	65.63	54.88
% Incorrect	0.00	0.00	0.00	65.63	34.38	45.12
Total Gain*	65.63	34.38	45.12			
Percent Gain**	100.00	100.00	100.00			
*Change in "% Correct" from default (constant probability) specification						
**Percent of incorrect (default) prediction corrected by equation						

Source : Réalisation personnelle à partir du logiciel eviews 12

Interprétation économique des résultats

Les coefficients ayant des signes positifs et négatifs, signifie que l'augmentation d'une variable parmi les variables explicatives indique qu'il y a une hausse ou bien baisse de l'instauration de la politique de lutte contre le chômage durant la période d'étude.

La variable taux de chômage étant significative avec un signe négatif, cela indique qu'au cours de la période de la réglementation en vigueur, le taux de chômage a diminué. Cela suggère que la mise en place d'une réglementation flexible sur le taux de chômage a favorisé une amélioration des performances en termes de taux de chômage. En d'autres termes, une réglementation plus souple a contribué à réduire le taux de chômage. Cette interprétation souligne l'importance d'une approche flexible et adaptative dans la réglementation pour atteindre de meilleurs résultats en matière d'emploi.

Chapitre III L'impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage en Algérie : Une analyse Logit

La variable taux de croissance démographique est significative de signe négatif, cela indique qu'une augmentation du taux de croissance démographique est associée à une diminution de la probabilité d'instauration d'une politique de lutte contre le chômage. Cette interprétation suggère que dans le contexte de l'étude, une croissance démographique plus élevée est liée à des contraintes supplémentaires sur le marché du travail, ce qui rend plus difficile la mise en place de politiques efficaces de lutte contre le chômage. Cela peut être dû à une augmentation de la concurrence pour les emplois disponibles ou à des difficultés supplémentaires pour absorber le surplus de main-d'œuvre. Ainsi, il est important de prendre en compte l'impact du taux de croissance démographique lors de la formulation de politiques de l'emploi afin de garantir une approche adaptée aux spécificités démographiques du pays.

La variable du taux d'inflation est significative avec un signe positif, cela indique qu'il y a une relation positive entre le taux d'inflation et la probabilité d'instauration d'une politique de lutte contre le chômage. En d'autres termes, une augmentation du taux d'inflation est associée à une augmentation de la probabilité de mettre en place des politiques spécifiques visant à réduire le chômage.

Conclusion

En conclusion, notre analyse économétrique à travers le modèle Logit binaire nous a permis de détecter les variables ayant une influence négative ou positive sur le taux de chômage en Algérie de 1991 à 2022.

Nos résultats ont révélé que le taux de chômage a un impact positif et significatif sur la probabilité d'instauration de politiques, ce qui indique que des mesures spécifiques sont mises en place lorsque le taux de chômage est élevé. Ces résultats mettent en évidence l'importance de prendre en compte ces variables dans la formulation de politiques d'emploi efficaces. Une réglementation flexible du taux de chômage combinée à des politiques visant à stimuler la croissance économique peut contribuer à réduire le chômage et à favoriser une meilleure situation du marché du travail en Algérie.

Cependant, il est important de noter que notre analyse repose sur des données historiques et une méthodologie spécifique. D'autres facteurs et variables peuvent également influencer le chômage, mais qui n'ont pas été pris en compte dans notre étude. Par conséquent, il est essentiel de poursuivre la recherche en prenant en considération ces aspects supplémentaires.

***Chapitre III* L'impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage en Algérie : Une analyse Logit**

En définitive, notre étude fournit des informations utiles pour les pouvoirs politiques et les responsables économiques qui souhaitent élaborer des politiques de lutte contre le chômage plus efficaces et adaptées à la réalité socio-économique de l'Algérie.

Conclusion Générale

Conclusion Générale

Ce mémoire a abordé la problématique de la politique de lutte contre le chômage en Algérie durant la période de 1991 à 2022. L'objectif était d'évaluer l'efficacité de cette politique et de répondre aux hypothèses formulées. Nous avons utilisé le modèle Logit binaire sur le logiciel Eviews 12 en prenant en compte différentes variables telles que le taux de chômage, l'investissement, le PIB, le taux d'inflation et le taux de croissance démographique.

Nos résultats ont apporté des éclairages importants sur l'impact des politiques de lutte contre le chômage en Algérie. Concernant notre première hypothèse, nous avons constaté que l'instauration de politiques appliquées ont contribué à réduire le taux de chômage dans le pays. Les mesures visant à favoriser la création d'emplois et l'intégration des demandeurs d'emploi ont montré des effets positifs, bien que l'ampleur de cette réduction soit varier en fonction du contexte économique et des autres variables.

En ce qui concerne notre deuxième hypothèse, nous avons constaté que des variables telles que l'investissement, le PIB, le taux d'inflation et le taux de croissance démographique ont une incidence significative sur la réduction du chômage. Ces facteurs économiques exercent une influence sur la création d'emplois et sur la dynamique du marché du travail.

Cependant, il convient de mentionner les difficultés rencontrées lors de la réalisation de ce mémoire. L'une des principales difficultés réside dans la non-disponibilité des données fiables et complètes sur le chômage et les variables économiques en Algérie. Nous avons dû effectuer une recherche approfondie et recourir à des sources variées pour obtenir des données de qualité. De plus, l'estimation du modèle Logit binaire présente des défis méthodologiques spécifiques, notamment en termes de choix des variables explicatives et de l'interprétation des coefficients.

La complexité de l'analyse des politiques de lutte contre le chômage accentue le degré de difficulté dans la réalisation de cette recherche. Il existe de nombreuses approches et mesures possibles, et il était essentiel de sélectionner les variables pertinentes et de les interpréter correctement. De plus, l'efficacité des politiques de lutte contre le chômage peut être influencée par d'autres facteurs tels que la conjoncture économique, les politiques macroéconomiques et les dynamiques sociales, ce qui rend l'analyse plus compliquée.

En conclusion, notre étude a permis de confirmer l'importance des politiques de lutte contre le chômage en Algérie et leur impact sur la réduction du taux de chômage. Les

Conclusion Générale

résultats ont souligné l'importance d'une approche intégrée prenant en compte à la fois les mesures spécifiques de création d'emplois et les variables économiques et démographiques. Pour une efficacité maximale, il est essentiel de maintenir une coordination et une surveillance constantes des politiques de lutte contre le chômage, en adaptant les stratégies en fonction des conditions économiques changeantes.

Notre travail offre ainsi des pistes de réflexion pour les pouvoirs publics et les acteurs impliqués dans la gestion du marché du travail en Algérie. Il met l'accent sur l'importance de promouvoir des politiques de création d'emplois durables, d'encourager l'investissement et de stimuler la croissance économique pour réduire structurellement le chômage. L'amélioration de la collecte de données et la mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation solides sont également essentielles pour une prise de décision éclairée dans ce domaine crucial.

a abordé la problématique de la politique de lutte contre le chômage en Algérie durant la période de 1991 à 2022. L'objectif était d'évaluer l'efficacité de cette politique et de répondre aux hypothèses formulées. Nous avons utilisé le modèle logit binaire sur le logiciel Eviews en prenant en compte différentes variables telles que le taux de chômage, l'investissement, le PIB, le taux d'inflation et le taux de croissance démographique.

Nos résultats ont apporté des éclairages importants sur l'impact des politiques de lutte contre le chômage en Algérie. Concernant notre première hypothèse, nous avons constaté que l'instauration de politiques spécifiques de lutte contre le chômage a effectivement contribué à réduire le taux de chômage dans le pays. Les mesures visant à favoriser la création d'emplois et l'intégration des demandeurs d'emploi ont montré des effets positifs, bien que l'ampleur de cette réduction puisse varier en fonction du contexte économique et des autres variables prises en compte.

En ce qui concerne notre deuxième hypothèse, nous n'avons identifié que les variables telles que l'investissement, le PIB, le taux d'inflation et le taux de croissance démographique jouent effectivement un rôle significatif dans l'efficacité de la politique de lutte contre le chômage. Ces facteurs économiques et démographiques ont une influence sur la création d'emplois et sur la dynamique du marché du travail.

Cependant, il convient de souligner que la réalisation de ce mémoire a été confrontée à certaines difficultés, notamment liées à la disponibilité et à la fiabilité des données. Les

Conclusion Générale

données sur le chômage et les variables économiques en Algérie peuvent parfois présenter des lacunes, ce qui a nécessité une recherche minutieuse et l'utilisation de sources diverses pour obtenir des données de qualité.

En conclusion, notre étude a permis de confirmer l'importance des politiques de lutte contre le chômage en Algérie et leur impact sur la réduction du taux de chômage. Les résultats ont souligné l'importance d'une approche intégrée prenant en compte à la fois les mesures spécifiques de création d'emplois et les variables économiques et démographiques. Pour une efficacité maximale, il est essentiel de maintenir une coordination et une surveillance constantes des politiques de lutte contre le chômage, en adaptant les stratégies en fonction des conditions économiques changeantes.

Notre travail offre ainsi des pistes de réflexion pour les décideurs politiques et les acteurs impliqués dans la gestion du marché du travail en Algérie. Il suggère l'importance de promouvoir des politiques de création d'emplois durables, d'encourager l'investissement et de stimuler la croissance économique pour réduire structurellement le chômage. L'amélioration de la collecte de données et la mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation solides sont également essentielles pour une prise de décision éclairée dans ce domaine crucial.

*Références
bibliographiques*

A. Ouvrages

1. AISSANI Saïd, « économie de travail et de l'emploi en Algérie », édition Aden, Alger, 2010.
2. Alain Bruno, sciences économiques et sociales-Enseignement de Spécialité-Baccalauréat, Ed Ellipses, 2001.
3. Bédard Marcel, « Les coûts économiques et sociaux du chômage », Bulletin de la recherche appliquée.
4. BELLATEF Karim, « le marché de travail en Algérie », édition Enag, Tizi Ouzou, 1999
5. BENBERRA Omar, « Les politiques économiques et sociales de l'Etat : la lutte contre le chômage en Algérie », édition Berti, Alger, 2007.
6. Boeri, T, & van Ours, J.C. (2013). The Economics of Imperfect Labor Markets. Princeton University Press.
7. BRAQUET Laurent et MOUREY David, « Comprendre les fondamentaux de l'économie », édition Boeck, Paris, 2015.
8. BREMOND Janine, « Keynes et les keynésiens aujourd'hui », HATIER, 4^eédition, Paris, 1993, Marx, K. (1985), Salaire, prix, profits, Paris, Éditions sociales.
9. DAHMANI Ahmed, « l'économie de l'Algérie », édition Karthala, Alger, 2000
10. De jours Christophe, 1998, souffrance en France : banalisation de l'injustice sociale, paris, ed du seuil.
11. DJILALI Sari, « L'économie algérienne », édition Essabil, Alger, 2003
12. DUTHIL Gérard : « Economie de l'emploi », éditions la découverte, Paris, 1998.
13. GAUTIE, « Les politiques de l'emploi en Europe et aux Etats-Unis », édition PUF, Paris, 1998, BELLATEF Karim, « Le marché de travail en Algérie », édition Enag, Tizi Ouzou, 1999
14. GAZIER Bernard, « Economie du travail et de l'emploi », édition Dalloz, Paris, 1992
15. GERARD Duthil, « Economie de l'emploi et du chômage », édition Ellipses, Paris, 1994
16. GLASCHANT Jean-Michel, « les théories économiques », édition Adef, Paris, 2000.
17. GLASCHANT Jean-Michel, « les théories économiques », édition Adef, Paris, 2003.
18. GUIBERT Jacques, « les politiques de l'emploi à l'épreuve du chômage de longue durée », édition Dalloz, Paris, 2013
19. HAMOUDA Nacer-Eddine, « 50 ans d'indépendance : quelle est l'évolution de la situation de marche de travail en Algérie », édition el Amel, Alger, 2013.
20. Jérôme Gautié, Le Chômage, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2015.

Références bibliographiques

21. KEYNES John Maynard :« Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie », Ed. Payot, France, 1996,
22. KHOUA Nadji, « L'emploi et l'insertion en Algérie », édition el Amel, Alger, 2012
23. Lagrave Michel, Les difficultés d'évaluation du coût du chômage, Paris, Economica.
24. MAHFOUD Kaddache, « emploi et chômage en Algérie », édition Inas, Alger, 2009
25. MAILLEFERT Murie, « l'économie de travail », édition Studyrama, Lyon, 2004
26. MAROIS B, ANDRIEUX M-A, DURAND R :« Chômage et relance de l'emploi la vision des entreprises », édition ECONOMICA, Paris, 1997,
27. POURCEL Patrice : « Le chômage », éditions Bréal, Paris
28. REAL Bernard :« La puce et le chômage », éditions du seuil, Paris, 1990,
29. Sorby.C, « Les éléments de macroéconomie », édition ellipses, 1996.
30. TAHALITE Ahmed, « les indicateurs macroéconomiques en Algérie », édition Inas, Alger, 2013.

B. Thèse et mémoire

1. ARHAB B, thèse de doctorat en science économique, « Contribution à la réflexion sur la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage en Algérie : étude analytique et empirique ». Université A. MIRA-Bejaïa, 2010.
2. BEDAR. L, « procédure d'aide à l'emploi, ouverture d'un guichet unique », l'expression, Alger, 2008, p.54
3. Benhabib Lamia, « Chômage des jeunes et inégalités d'insertion sur le marché du travail algérien : analyse multidimensionnelles et expérimentation », thèse de doctorat, université Paris Est, 2017.
4. BOURICHE Lahcène, « Les déterminants du chômage en Algérie : Une analyse économétrique 1989-2009 », Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Aboubekr Belkaid-Tlemcen, 2013.
5. IDRES K, ZAABOT F. : « Le chômage et son traitement par la CNAC. CAS : CNAC DE T. O ». Mémoire en sciences de gestion, UMMTO, 2005.
6. NAIT-ALI S. : « La contribution des dispositifs publics à l'absorption du chômage en Algérie : ANSEJ ; ANGEM et CNAC », mémoire en sciences économiques, option finance banque, UMMTO, 2010.
7. SI AHMED Rosa, « Le chômage et les politiques d'emplois en Algérie » mémoire du master, UMMTO, 2012.

C. Articles

1. ANOTA Martin : « Les théories du chômage », article publié le 02 septembre 2012, disponible sur:<http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/25/Les-thories-du-ch%C3%B4mage>
2. BARBIER Jean Paul, l'intermédiation dans le marché du travail dans les pays de Maghreb, BIT, Genève, OIT, 2006, p.35
3. BENABDERRAHMANE. L (2012) conférences international sur « Le chômage en Algérie : aspect théorique et réalité économique » université de M'Sila, page 5.
4. CHABANI Mohammed, « Dysfonctionnement sur le marché du travail : cas du chômage », www.puissancehamid.com/fr/le-ch%C3%B4mage.pdf.
5. DUTHIL Gérard, « Economie de l'emploi et du chômage », ellipses, France
6. Informations statistiques pour le site web de l'anem, [en ligne], www.anem.dz/ressources/pdf/2017, [page consultée le 15/04/2023 à 15h3min]
7. M.S. Musette, M.A. Isli, H. Nacer-Eddine, « marché du travail et emploi en Algérie : éléments pour un programme national de l'emploi », Alger, 2003, P 82
8. Mohamed Saïb, Musette. Les politiques de l'emploi et les programmes actifs du marché du travail en Algérie. Alger, 2014, p.10.
9. OUATAH.Y, TOUATL.N, « La lutte contre le chômage en Algérie : Quel Moyen Pour L'Etat ? » université A. Mira 2013, p.14.
10. «Le monétarisme », perso.enstimac.fr/~schwartz/eco/seance1/lexique/mon%C3%A9tarisme.
11. « Le rôle majeur dévolu à l'Etat dans la pensée keynésienne », article publié le 22/08/2013, modifié le 13/11/2019

D. Taxe juridique

1. Loi n° 04-19 du 25 décembre 2004
2. Décret de 1986 sur la réorganisation de l'ANEM

Références bibliographiques

E. Sites web

1. « Toupictionnaire » : Le dictionnaire de politique, www.toupie.org.
<http://perspective.Usherbooke.ca>
2. ANOTA Martin :« Les théories du chômage », article publié le 02 septembre 2012, disponible sur : www.annotations.blog.free.fr/Les-thories-du-chômage
3. www.Ses.webclass.fr/notion/chômage-structurel
4. www.ADS.Dz
5. www.ANGEM.dz
6. www.CATI.dz
7. www.CNAC.dz
8. www.ANSEJ.dz
9. www.ANEM.dz
10. www.banque.mondiale.base.données

Annexes

Annexes

Annexe 01 Base de données

Année	Politique de lutte	Chômage	Inflation	PIB	FBCF	Démo
1991	0	20,60%	25,90%	-1,20%	26%	2,40%
1992	0	24,40%	31,70%	1,80%	27%	2,30%
1993	0	26,20%	20,50%	-2,10%	27%	2,20%
1994	0	27,70%	29%	-0,90%	28%	2,10%
1995	0	31,80%	29,80%	3,80%	29%	1,90%
1996	0	28,50%	18,70%	4,10%	25%	1,80%
1997	0	25,40%	5,70%	1,10%	23%	1,70%
1998	0	26,60%	5%	5,10%	26%	1,50%
1999	0	28,30%	2,60%	3,20%	24%	1,40%
2000	0	29,80%	0,30%	3,80%	21%	1,40%
2001	0	27,30%	4,20%	3%	23%	1,40%
2002	1	25,90%	1,40%	5,60%	25%	1,30%
2003	1	23,70%	4,30%	7,20%	24%	1,40%
2004	1	17,60%	4%	4,30%	24%	1,40%
2005	1	15,30%	1,40%	5,90%	22%	1,40%
2006	1	12,30%	2,40%	1,70%	23%	1,40%
2007	1	13,80%	3,70%	3,40%	26%	1,70%
2008	1	11,30%	4,90%	2,40%	29%	1,60%
2009	1	10,20%	5,70%	1,60%	38%	1,70%
2010	1	10%	3,90%	3,60%	36%	1,80%
2011	1	10%	4,50%	2,90%	32%	1,90%
2012	1	11%	8,90%	3,40%	31%	1,90%
2013	1	9,80%	3,30%	2,80%	34%	1,90%
2014	1	10,20%	2,90%	3,80%	37%	2%
2015	1	11,20%	4,80%	3,70%	42%	2%
2016	1	10,20%	6,40%	3,20%	43%	2%
2017	1	10,30%	5,60%	1,30%	41%	2%
2018	1	10,40%	4,30%	1,20%	40%	2%
2019	1	10,50%	2%	1%	38%	1,90%
2020	1	12,20%	2,40%	-5,10%	39%	1,80%
2021	1	11,70%	7,20%	3,50%	37%	1,70%
2022	1	11,60%	9,30%	4,70%	37%	1,70%

Annexe 02
Tables khideux

VALEURS DES CENTILES (χ^2_p)
pour la
DISTRIBUTION du KHIDEUX
en fonction du nombre ν de degrés de liberté
(aire en grisé = p)



ν	$\chi^2_{0,995}$	$\chi^2_{0,99}$	$\chi^2_{0,975}$	$\chi^2_{0,95}$	$\chi^2_{0,90}$	$\chi^2_{0,75}$	$\chi^2_{0,50}$	$\chi^2_{0,25}$	$\chi^2_{0,10}$	$\chi^2_{0,05}$	$\chi^2_{0,025}$	$\chi^2_{0,01}$	$\chi^2_{0,005}$
1	7,88	6,63	5,98	5,34	4,71	4,12	3,49	3,10	2,70	2,34	2,00	1,65	1,39
2	10,6	9,21	8,55	7,91	7,28	6,69	6,05	5,41	4,86	4,45	4,04	3,57	3,10
3	13,8	12,2	11,5	10,8	10,2	9,61	8,97	8,33	7,78	7,37	6,96	6,49	6,02
4	14,9	13,9	13,2	12,5	11,9	11,3	10,6	10,0	9,45	9,04	8,63	8,16	7,69
5	16,0	15,1	14,4	13,7	13,1	12,5	11,8	11,2	10,6	10,2	9,79	9,32	8,85
6	16,8	16,0	15,3	14,6	14,0	13,4	12,7	12,1	11,5	11,1	10,6	10,1	9,64
7	17,5	16,8	16,1	15,4	14,8	14,2	13,5	12,9	12,3	11,9	11,4	10,9	10,4
8	18,0	17,3	16,6	15,9	15,3	14,7	14,0	13,4	12,8	12,4	11,9	11,4	10,9
9	18,5	17,8	17,1	16,4	15,8	15,2	14,5	13,9	13,3	12,9	12,4	11,9	11,4
10	19,0	18,3	17,6	16,9	16,3	15,7	15,0	14,4	13,8	13,4	12,9	12,4	11,9
11	19,4	18,7	18,0	17,3	16,7	16,1	15,4	14,8	14,2	13,8	13,3	12,8	12,3
12	19,8	19,1	18,4	17,7	17,1	16,5	15,8	15,2	14,6	14,2	13,7	13,2	12,7
13	20,2	19,5	18,8	18,1	17,5	16,9	16,2	15,6	15,0	14,6	14,1	13,6	13,1
14	20,6	19,9	19,2	18,5	17,9	17,3	16,6	16,0	15,4	15,0	14,5	14,0	13,5
15	21,0	20,3	19,6	18,9	18,3	17,7	17,0	16,4	15,8	15,4	14,9	14,4	13,9
16	21,4	20,7	20,0	19,3	18,7	18,1	17,4	16,8	16,2	15,8	15,3	14,8	14,3
17	21,8	21,1	20,4	19,7	19,1	18,5	17,8	17,2	16,6	16,2	15,7	15,2	14,7
18	22,2	21,5	20,8	20,1	19,5	18,9	18,2	17,6	17,0	16,6	16,1	15,6	15,1
19	22,6	21,9	21,2	20,5	19,9	19,3	18,6	18,0	17,4	17,0	16,5	16,0	15,5
20	23,0	22,3	21,6	20,9	20,3	19,7	19,0	18,4	17,8	17,4	16,9	16,4	15,9
21	23,4	22,7	22,0	21,3	20,7	20,1	19,4	18,8	18,2	17,8	17,3	16,8	16,3
22	23,8	23,1	22,4	21,7	21,1	20,5	19,8	19,2	18,6	18,2	17,7	17,2	16,7
23	24,2	23,5	22,8	22,1	21,5	20,9	20,2	19,6	19,0	18,6	18,1	17,6	17,1
24	24,6	23,9	23,2	22,5	21,9	21,3	20,6	20,0	19,4	19,0	18,5	18,0	17,5
25	25,0	24,3	23,6	22,9	22,3	21,7	21,0	20,4	19,8	19,4	18,9	18,4	17,9
26	25,4	24,7	24,0	23,3	22,7	22,1	21,4	20,8	20,2	19,8	19,3	18,8	18,3
27	25,8	25,1	24,4	23,7	23,1	22,5	21,8	21,2	20,6	20,2	19,7	19,2	18,7
28	26,2	25,5	24,8	24,1	23,5	22,9	22,2	21,6	21,0	20,6	20,1	19,6	19,1
29	26,6	25,9	25,2	24,5	23,9	23,3	22,6	22,0	21,4	21,0	20,5	20,0	19,5
30	27,0	26,3	25,6	24,9	24,3	23,7	23,0	22,4	21,8	21,4	20,9	20,4	19,9
31	27,4	26,7	26,0	25,3	24,7	24,1	23,4	22,8	22,2	21,8	21,3	20,8	20,3
32	27,8	27,1	26,4	25,7	25,1	24,5	23,8	23,2	22,6	22,2	21,7	21,2	20,7
33	28,2	27,5	26,8	26,1	25,5	24,9	24,2	23,6	23,0	22,6	22,1	21,6	21,1
34	28,6	27,9	27,2	26,5	25,9	25,3	24,6	24,0	23,4	23,0	22,5	22,0	21,5
35	29,0	28,3	27,6	26,9	26,3	25,7	25,0	24,4	23,8	23,4	22,9	22,4	21,9
36	29,4	28,7	28,0	27,3	26,7	26,1	25,4	24,8	24,2	23,8	23,3	22,8	22,3
37	29,8	29,1	28,4	27,7	27,1	26,5	25,8	25,2	24,6	24,2	23,7	23,2	22,7
38	30,2	29,5	28,8	28,1	27,5	26,9	26,2	25,6	25,0	24,6	24,1	23,6	23,1
39	30,6	29,9	29,2	28,5	27,9	27,3	26,6	26,0	25,4	25,0	24,5	24,0	23,5
40	31,0	30,3	29,6	28,9	28,3	27,7	27,0	26,4	25,8	25,4	24,9	24,4	23,9
41	31,4	30,7	30,0	29,3	28,7	28,1	27,4	26,8	26,2	25,8	25,3	24,8	24,3
42	31,8	31,1	30,4	29,7	29,1	28,5	27,8	27,2	26,6	26,2	25,7	25,2	24,7
43	32,2	31,5	30,8	30,1	29,5	28,9	28,2	27,6	27,0	26,6	26,1	25,6	25,1
44	32,6	31,9	31,2	30,5	29,9	29,3	28,6	28,0	27,4	27,0	26,5	26,0	25,5
45	33,0	32,3	31,6	30,9	30,3	29,7	29,0	28,4	27,8	27,4	26,9	26,4	25,9
46	33,4	32,7	32,0	31,3	30,7	30,1	29,4	28,8	28,2	27,8	27,3	26,8	26,3
47	33,8	33,1	32,4	31,7	31,1	30,5	29,8	29,2	28,6	28,2	27,7	27,2	26,7
48	34,2	33,5	32,8	32,1	31,5	30,9	30,2	29,6	29,0	28,6	28,1	27,6	27,1
49	34,6	33,9	33,2	32,5	31,9	31,3	30,6	30,0	29,4	29,0	28,5	28,0	27,5
50	35,0	34,3	33,6	32,9	32,3	31,7	31,0	30,4	29,8	29,4	28,9	28,4	27,9
51	35,4	34,7	34,0	33,3	32,7	32,1	31,4	30,8	30,2	29,8	29,3	28,8	28,3
52	35,8	35,1	34,4	33,7	33,1	32,5	31,8	31,2	30,6	30,2	29,7	29,2	28,7
53	36,2	35,5	34,8	34,1	33,5	32,9	32,2	31,6	31,0	30,6	30,1	29,6	29,1
54	36,6	35,9	35,2	34,5	33,9	33,3	32,6	32,0	31,4	31,0	30,5	30,0	29,5
55	37,0	36,3	35,6	34,9	34,3	33,7	33,0	32,4	31,8	31,4	30,9	30,4	29,9
56	37,4	36,7	36,0	35,3	34,7	34,1	33,4	32,8	32,2	31,8	31,3	30,8	30,3
57	37,8	37,1	36,4	35,7	35,1	34,5	33,8	33,2	32,6	32,2	31,7	31,2	30,7
58	38,2	37,5	36,8	36,1	35,5	34,9	34,2	33,6	33,0	32,6	32,1	31,6	31,1
59	38,6	37,9	37,2	36,5	35,9	35,3	34,6	34,0	33,4	33,0	32,5	32,0	31,5
60	39,0	38,3	37,6	36,9	36,3	35,7	35,0	34,4	33,8	33,4	32,9	32,4	31,9
70	44,2	40,4	39,6	38,8	38,0	37,2	36,4	35,6	34,8	34,0	33,2	32,4	31,6
80	51,8	47,0	46,2	45,4	44,6	43,8	43,0	42,2	41,4	40,6	39,8	39,0	38,2
90	61,8	56,9	56,1	55,3	54,5	53,7	52,9	52,1	51,3	50,5	49,7	48,9	48,1
100	73,8	68,8	68,0	67,2	66,4	65,6	64,8	64,0	63,2	62,4	61,6	60,8	60,0

D'après Catherine M. Thompson, Table of percentage points of the χ^2 distribution, Biometrika, vol. 51, 1964

Tables des matières

Table des matières

Remerciements.....	2
Dédicace.....	3
Sommaire.....	5
Liste d'abréviation.....	6
Liste des tableaux.....	7
Liste des figures.....	7
Introduction Générale.....	1

Chapitre I

Cadre conceptuel et théorique du chômage

Introduction	Erreur ! Signet non défini.
Section 01 : Eléments de présentation du chômage.....	6
I.1. Définitions, explications du chômage	6
I.1.1. Définitions.....	7
I.1.2. Définition du chômage selon le BIT	7
I.1.3. Définition Selon l'Organisation Internationale de Travail (OIT)	8
I.2. Explications théoriques du chômage.....	8
I.2.1. L'analyse classique du chômage	8
I.2.2. L'analyse néo-classique du chômage	10
I.2.3. L'analyse Keynésienne du chômage	11
I.2.4. Théorie des nouveaux keynésiens	13
A. Théorie du salaire d'efficience	13
B. La théorie de l'insiders /outsiders.....	14
I.2.5. Théorie de Marx	14
I.2.6. L'analyse du chômage chez les monétaristes.....	15
Section 02 : La mesure du chômage et ses typologies.....	17
I.1. La mesure du chômage.....	17
I.1.1. Une analyse à travers l'indicateur du taux de chômage	17
I.1.2. Une approche basée sur les flux	18
I.2. Les typologies du chômage	19
I.2.1. Le chômage conjoncturel (ou keynésien).....	19
I.2.2. Le chômage frictionnel.....	19
I.2.3. Le chômage structurel	19
I.2.4. Le chômage technique.....	20
I.2.5. Le chômage technologique.....	20

Table des matières

I.2.6. Le chômage saisonnier	21
Section 03 : Causes et conséquences du chômage.....	21
I.1. Les causes du chômage	21
I.1.1. Raisons économiques	22
A. Progrès technique et recherche de productivité	22
B. Crises économiques et ralentissement de la croissance	22
C. La faible mobilité de la main-d'œuvre	22
D. Les contraintes juridiques	23
I.1.2. Raisons démographiques et sociales	23
A. L'évolution démographique	23
B. Le développement du travail féminin	23
I.1.3. Raisons structurelles.....	24
I.1.3.1. La rigidité du marché du travail	24
A. Au contrat à durée indéterminée	24
B. Aux procédures de licenciement	24
I.2. Les conséquences du chômage.....	25
I.2.1. Les effets du chômage sur les chômeurs	25
I.2.2. Les effets de chômage sur les salariés en poste	25
I.2.3. Les effets de chômage sur le budget de l'Etat.....	25

II. Chapitre II

Politiques de l'emploi : Classification, approches théoriques et études de cas en Algérie

Introduction	29
Section 01 : Politiques de lutte contre le chômage.....	29
II.1. Les politiques de l'emploi.....	29
II.1.1. La classification selon un plan descriptif.....	30
II.1.1.1. Les politiques directes de l'emploi	30
II.1.1.1.1. L'incitation des entreprises à embaucher par différents moyens.....	30
A. Les primes à l'embauche	30
B. La baisse du coût du travail	30
C. Les cotisations sociales	30
II.1.1.1.2. La création de l'emploi	31
II.1.1.1.3. L'augmentation de l'efficacité du marché de travail	31
II.1.1.1.4. L'encouragement de la formation des travailleurs	31

Table des matières

II.1.1.1.5. Rendre le marché du travail plus flexible	32
II.1.1.2. Les politiques indirectes de l'emploi	32
II.1.1.2.1. Les dispositifs d'assurance-chômage et d'indemnisation des chômeurs	33
A. L'ensemble des dispositifs visant à réduire les candidatures jugées inopportunes	33
B. L'incitation au retrait d'activité	33
C. Le partage du travail par la réduction du temps de travail.....	34
II.1.2. La classification sur un plan théorique	34
II.1.2.1. Les politiques d'emploi d'inspiration keynésienne	34
II.1.2.2. Les politiques d'emploi d'inspiration libérale	35
II.1.2.3. La politique de l'emploi chez les marxistes.....	37
II.1.2.4. L'emploi dans les autres conceptions théoriques.....	37
II.1.2.4.1. La théorie des choix publics	37
II.1.2.4.2. L'école de la régulation	38
II.1.2.4.3. L'approche institutionnelle de l'emploi.....	39
Section 02 : Politiques de lutte contre le chômage en Algérie	41
II.1. La réforme des institutions du marché de travail.....	41
II.2. La politique passive d'aide à l'emploi	43
II.3. Les politiques actives d'aide à l'emploi.....	43
II.3.1. Les services de placement pour les chômeurs	45
II.3.1.1. L'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM).....	45
II.3.1.2. L'Agence de Développement Sociale(ADS).....	48
II.3.2. Les services publics d'aide à la création de micro-entreprises	51
II.3.2.1. L'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ)	51
II.3.2.2. La Caisse National d'Assurance Chômage (CNAC).....	52
II.3.2.2.1. Les dispositifs de protection des travailleurs et aides à la réinsertion gérée par la (CNAC)	53
A. Les Centres de Recherche d'Emploi (CRE)	53
B. Les Centres d'Aide au Travail Indépendant (CATI)	53
C. La formation de reconversion	54
D. L'Aide aux Entreprises en Difficulté (AED).....	54
II.3.2.2.2. L'Agence Nationale de Gestion de Microcrédit (ANGEM).....	54
Conclusion	56

Chapitre III

**L’impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage en Algérie : Une
analyse Logit**

Introduction	59
Section 01 : La modélisation logistique : Logit binaire.....	59
III.1. Le modèle Logit.....	59
III.2. Estimation du modèle logit.....	60
Section 02 : Estimation du Logit binaire	61
III.1. Le choix des variables	61
III.1.1. Taux de chômage.....	61
III.1.2. Formation brute de capital fixe (FBCF)	61
III.1.3. Produit intérieur brut (PIB).....	62
III.1.4. Taux d'inflation.....	62
III.1.5. Taux de croissance démographique.....	62
III.2. Estimation du modèle Logit sur les variables choisies.....	63
III.3. Interprétation des résultats d’estimation du modèle logit.....	63
III.3.1. Validation statistique du modèle	63
A. Le test sur les paramètres.....	64
B. Test de significativité globale du modèle	65
C. Test de qualité d’ajustement	65
D. Test sur la qualité prévisionnelle du modèle	65
Conclusion	67
Conclusion Générale	69
Références bibliographiques.....	73
Annexes.....	78
Tables des matières.....	81

L'impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage en Algérie

Résumé

L'objectif de notre étude est d'évaluer l'impact de la réglementation en vigueur sur le taux de chômage en Algérie sur une période allant de 1991 à 2022. Pour établir cet impact, nous avons utilisé la méthode d'estimation d'un modèle logit binaire à l'aide du logiciel Eviews. Ce modèle nous a permis d'analyser les effets de différentes variables sur l'instauration ou la non-instauration de politiques de lutte contre le chômage. Les résultats obtenus montrent que le taux de chômage a un effet positif sur l'instauration de ces politiques, ce qui indique que des mesures spécifiques sont mises en place lorsque le taux de chômage est élevé.

Mots clés : Marché du travail, taux de chômage, politiques de lutte, modèle logit, variables économiques, croissance démographique, impact significatif, probabilité d'instauration.

Abstract

The objective of our study is to evaluate the impact of current regulations on the unemployment rate in Algeria from 1991 to 2022. To establish this impact, we employed the estimation method of a binary logit model using Eviews software. This model allowed us to analyze the effects of different variables on the implementation or non-implementation of unemployment reduction policies. The results obtained indicate that the unemployment rate has a positive effect on the adoption of these policies, suggesting that specific measures are put in place when the unemployment rate is high. This highlights the significance of targeted interventions and policy measures in addressing the challenges posed by high unemployment rates.

Keywords: Labor market, unemployment rate, anti-unemployment policies, logit model, economic variables, demographic growth, significant impact, probability of implementation.

المخلص

الهدف من دراستنا هو تقييم تأثير اللوائح السارية على معدل البطالة في الجزائر على مدى الفترة من 1991 إلى 2022. لإثبات هذا التأثير، استخدمنا طريقة تقدير نموذج اللوغاريتمي الثنائي باستخدام برنامج (Eviews). يتيح لنا هذا النموذج تحليل آثار المتغيرات المختلفة على إدخال أو عدم إدخال سياسات لمكافحة البطالة. تظهر النتائج التي تم الحصول عليها أن معدل البطالة كان له أثر إيجابي على تطبيق هذه السياسات، مما يشير إلى اتخاذ تدابير محددة عندما يكون معدل البطالة مرتفعاً.

الكلمات المفتاحية: سوق العمل، معدل البطالة، سياسات الرقابة، النموذج اللوغاريتمي، المتغيرات الاقتصادية، النمو

السكاني، تأثير مهم، احتمالية التنفيذ.